

Ni bonze, ni laïc

CHAPITRE 3 - 1

CHAPITRE 3 [1] : [2]

L'invention politique du principe d'irresponsabilité, de la pénalisation intensive de la misère et les régimes de responsabilité spécifiques ou "le droit se retourne contre le droit" (parole Naxalite)

Nous dédions ce chapitre à Jean Ziegler, université de Genève, rapporteur spécial de la Commission des Droits de L'Homme des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation ainsi qu'à Joao Pedro Stedile leader du "Mouvement des sans terre", MST, au "Mouvement des sans toit", MTST, Brésil....

"Rappelant, dans une interview accordée au "Jornal do Brasil" daté du 3aout 2003, l'origine du latifundio (système de la grande propriété foncière au Brésil) et les occasions perdues d'engager la réforme agraire, Joao Pedro Stedile, dirigeant du Mouvement des Travailleurs sans terre, MST, souligne que "cet héritage pervers de cinq cents ans a produit une société inégalitaire et contradictoire.

Nous avons aujourd'hui, d'un côté, 1% des grands propriétaires, soit au total près de 26 000 propriétaires latifundiaires, possédant à eux seuls 178 millions d'hectares et, de l'autre, 23 millions de pauvres qui vivent à la campagne (...)

Avec le statut de la terre, il s'était crée une définition juridique selon laquelle le latifundio serait toutes les propriétés qui produisent en deçà de leurs potentialités et ne gèrent pas de progrès pour la société. La nouvelle constitution (1988, NDLR) et la loi agraire de 1993 ont introduit le concept de grandes propriétés improductives et établit sur cette base des critères d'évaluation des propriétés agraires. En général, sont considérées grandes propriétés celles qui, au Brésil, dépassent les mille hectares. Improductives seraient celles qui ne remplissent pas une fonction sociale, ce qui est mesurable par leur basse productivité, par le fait qu'elles ne respectent pas les lois sur le travail et le milieu ambiant. Ce sont également celles qui usent de moyens illicites, comme le travail d'esclaves, la plantation de drogue, la contrebande, etc, (...).

Nous combattons pour que le gouvernement exproprie les plus grans latifundios, ceux qui dépassent les 2000 hectares, qui ont des terres fertiles à proximité des marchés, afin d'intégrer les travailleurs dans la société.

Personne, en conscience, ne peut accepter qu'un seul grand propriétaire occupe 5000, 10 000, 50 000 hectares.

Personne, en conscience, ne peut accepter que les entreprises étrangères soient propriétaires de 30 000 000 hectares, alors qu'il y a tant de brésiliens sans la moindre terre.

Personne, en conscience, ne peut accepter qu'une entreprise canadienne d'aluminium possède 25 000 hectares des meilleures terres de l'Etat de Sao-Paulo. Et, moins encore, accepter que le groupe immobilier CR Almeida possède 2 000 000 hectares, avec titre de propriété et tout (...) D'un côté, une société riche, de l'autre, des millions de pauvres. (...) (Les pauvres) ne veulent pas d'un "minimum vital", ils veulent un travail, et c'est ce que les élites au Brésil leur refuse". (*"Jornal do Brasil" in "Informations Ouvrières", Tribune Libre de la Lutte des Classes, hebdomadaire du Parti des Travailleurs, 6-12 Aout 2003.*)

Nous retrouverons cette question du "contrat démocratique" chez l'ethnojuriste Bernard Champion. Ce dernier écrit : "Il existe pourtant, subsidiairement peut être, formellement sans doute, des groupements d'hommes qui, pour des raisons diverses, essaient de vivre en modernes : de vivre ensemble. Le problème est que nous sommes condamnés à vivre ensemble. A faire coïncider en nous même l'isolat de la tradition et l'agglomérat de la modernité. Le village planétaire est une mégapole surpeuplée. La modernité, c'est, en même temps que la circulation des biens et des usages, la multiplication des hommes, l'urbanisation du monde, la suppression des distances, la limitation des ressources, les migrations de la pauvreté, l'interpénétration des cultures... Mais la proximité physique, alors que la question "mais qui est mon prochain ?" devrait être vide de sens puisqu'il n'y a plus de lointain, ne fait pas immédiatement la proximité morale. Il s'en faut. On pourrait même penser, à l'inverse, que la proximité exacerbe les oppositions, comme s'il existait une distance minimale de coexistence entre les hommes. A moins d'une règle commune". Citant Héraclite d'Ephèse, Bernard Champion écrira : "Il faut se battre pour la constitution comme pour le mur de la ville".

Le droit se retourne contre le droit 1

Le droit est un moyen de lutter contre la barbarie. Il est clair que cette protection contre la prédation et la misère ne remplit plus sa mission.

Aussi, qu'entendre, puisque c'est d'actualité, par responsabilité pénale ou politique ?

On entendra par responsabilité pénale celle qui sanctionne des infractions qualifiées de crime ou de délit par le code pénal.

On entendra par responsabilité politique celle qui sanctionne des différends sur la conception d'une politique ou des échecs et des erreurs dans sa mise en oeuvre.

Il est clair que le concept d'inviolabilité du monarque, du religieux (bonze, lama, évêque, prêtre, moine) ou de l'élus, y compris du chef de l'Etat, ne peut plus avoir cours dans nos républiques.

Nous pensons que le personnel politique, civil, économique (y compris la personne morale), religieux, doit également répondre de ses actes, de tous les actes relevant de l'exercice de sa charge, de son mandat, son ministère, de son gouvernement...

Dans un tel contexte nul ne peut dissimuler ses fautes à l'abri d'un quelconque principe d'irresponsabilité.

La force du principe d'irresponsabilité conduira en Inde à la réhabilitation de la discrimination, de l'apartheid et de l'intouchabilité, pourtant déclarés inconstitutionnels en 1950, tout en protégeant une armée d'élus, de fonctionnaires, de religieux, visiblement corrompus dans leurs fonctions.

Citons, pour corollaire, l'inefficace du **Civil Rights Acts (Anti-intouchability)** de 1955, renforcé en 1973, sensé sanctionner les délits de discrimination tels que l'interdiction de

rentrer dans un temple ou le fait de lancer des insultes à quelqu'un sur la base de son appartenance à une caste donnée...

Citons l'inefficace du **Bonded Labour (Abolition) Act** (loi de 1976 portant abolition du régime de travail servile - karmayoga, concept religieux bouddho-hindouiste) et qui vise à libérer les personnes (en général les dalits) qui travaillent dans des conditions d'esclavage pour s'acquitter de dettes contractées vis-à-vis de leurs employeurs de caste supérieure, annulant ainsi les montants qui restent dus, et interdisant la conclusion de nouveaux accords d'asservissement...

Citons encore l'inefficace du **Scheduled Castes and Scheduled Tribes (Prevention of Atrocities)** (loi de 1989 sur les tribus)

Cette importante loi était devenue indispensable, vu les nombreux actes de violence commis dans tout le pays contre des dalit sans défense. Dix-huits délits sont spécifiés, notamment les actes de violence contre des femmes, l'éviction d'un dalit de sa terre, l'incendie volontaire de sa maison et la destruction de ses biens.

Le code pénal qui punit de 10 ans d'emprisonnement les délits de cet ordre, condamne à la prison à vie ceux qui s'en rendent coupables à l'endroit de membres des castes spécifiées dans les textes. En cas de délit il n'est pas possible de verser une caution.... Toutefois, devant l'échec de ces mesures certains gouvernements en Inde autorisent jusqu'à l'armement et à l'autodéfense des dalits maltraités, les Naxalites.

Doit-on comprendre par cet armement qu'un mur d'irresponsabilité a réussi à se dresser entre la conscience morale de l'élu, du fonctionnaire de justice et l'esprit constitutionnel ou l'esprit des lois ?

Le crime de "l'irresponsabilité" peut-il en Asie, en Afrique, en Amérique du sud, en Europe, au Canada et aux USA, garantir la stabilité de la démocratie et de la république ?

Le droit se retourne contre le droit 2

"L'extension et l'internationalisation de la criminalité financière au premier rang desquels figurent les pratiques de blanchiment de capitaux et de corruption, et ses liens fréquents avec le crime organisé, font peser une menace évidente sur l'Etat de droit, les droits de l'homme, l'équité et la justice sociale, écrit Jacqueline Riffault Silk, Président de chambre à la Cour d'appel de Paris.

"Ces pratiques, et plus particulièrement les phénomènes de corruption, risquent en effet, sur le plan interne, de compromettre le développement économique et la stabilité des institutions démocratiques, en menaçant les valeurs fondamentales des démocraties que sont les garanties d'une concurrence libre mais équitable, l'égalité entre les entreprises et la prééminence du droit, et en détruisant la confiance des citoyens envers leurs représentants.

"Au plan international, la corruption est évaluée par le FMI à 500 milliards de dollars par an, soit 2% du PIB mondial, et constitue l'un des principaux obstacles au développement économique, en freinant les investissements étrangers et en détournant l'argent vers des secteurs non productifs..."(*"La lutte contre la corruption nationale et internationale par les moyens du droit pénal"* J Riffault Silk, R.I.D.C. 2-2002)

Là où la loi ne va plus le crime règne en roi.

Cette source de morale négative a bien souvent la force d'une loi. Au point que la banalisation du fait criminel non jugé, liant au plus haut niveau de la représentation l'instance des Etats, le juge, les affaires économiques et religieuses, semble garantir une culture de l'immunité pénale.

Peut-on dire qu'un système judiciaire est dépendant de la volonté d'une organisation transcontinentale politique, économique, religieuse ? Dans quelle mesure la culture politique et juridique de l'irresponsabilité nourrit une forme de dépendance au fait criminel non jugé voire nourrit une certaine forme de décriminalisation du fait criminel ? Peut on dire que le droit est une source d'organisation sociale garantie dans les sociétés riches et qu'il ne l'est pas dans les sociétés pauvres ? Peut on admettre en conscience qu'il faut être riche pour organiser une société et pauvre pour organiser le crime ?

Dans quelle mesure l'extrémisation de la politique criminelle (comme la pénalisation de la misère) n'est-elle pas une tentation du politique qui triche ? Une tentation que le droit ne peut reconnaître et donc combattre ?

La fonction axiomatique de la morale du droit n'a t'elle pas tendance à infléchir le droit, du fait de la conservation politique inscrite dans le droit de la propriété (que l'on retrouve du reste dans les constitutions des Etats), du côté de la richesse et fort peu du côté des pauvres ?

L'organisation sociale bourgeoise n'aurait-elle donc pas tendance à engendrer, dans un tel contexte, un axiomatique effort de socialisation dépourvu de morale et de justice pour les plus faibles ?

Le droit ne finit-il pas par se retourner contre lui-même quand la compétence du juge relève de l'efficace de la concurrence sauvage entre les acteurs commerciaux, financiers, politiques, religieux ?

Charles Murray, défenseur de la doctrine politique de police "tolérance zéro", écrira que la justice ne peut remplir son office que par la pénalisation sociale de la misère et par la pénalisation extrême du crime issu de la misère. Cette sociologie dit autrement : "l'organisation sociale et son droit (y compris religieux) sont deux atouts pour le marché mondial et les classes moyennes que si la pénalisation des plus basses sphères sociales est garantie ..."

I-"La lutte contre la corruption en droit interne".

1.1.Les incriminations pénales des pratiques de corruption.

Les infractions pénales liées directement ou indirectement aux pratiques de corruption sont très diverses. Indépendamment des infractions proprement dites de corruption - corruption active ou passive, de fonctionnaire public ou de salarié selon les distinctions traditionnelles du droit pénal français-, doivent être citées non seulement d'autres infractions ressortissant aussi à la notion de manquement au devoir de probité des fonctionnaires publics - trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion -, mais aussi des infractions souvent connexes, tels les abus de biens sociaux, et les atteintes à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats aux marchés, qu'ils soient publics ou privés.

Enfin doivent être citées les infractions "de conséquence" que sont le recel et le blanchiment de capitaux, éventuellement commises à un stade ultérieur de ces enchaînement délictueux.

1.1.1 Les infractions de corruption : corruption passive ou active de personne exerçant une fonction publique, ou de salarié d'une entreprise privée.

L'Article 432-11 du Code Pénal Français punit d'une peine de dix ans d'emprisonnement et d'un million de francs d'amende la corruption passive soit "le fait par une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public, ou investie d'un mandat électif public, de solliciter ou d'agréer, sans droit, à tout moment, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques, pour accomplir ou

s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat". Trois catégories de personnes sont visées par ce texte : personnes dépositaires de l'autorité publique (personnels des juridictions, des administrations et des collectivités locales, personnes chargées d'une mission de service public - agent de la SNCF ou de la RATP ou des administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs de sociétés commerciales, enfin les personnes investies d'un mandat électif public (maire, député, sénateur, conseiller municipal, régional, cantonal, etc...)

Selon l'article 433-1 du même code, celui qui offre de sa propre initiative et dans les mêmes circonstances des dons, des promesses ou des avantages à ces personnes, ou qui cède à leur sollicitation, se rend coupable de corruption active, et encourt une peine identique. Les personnes morales sont pénalement responsables de ce délit (art. 433-24).

(...) Corrupteurs et corrompus encourrent également, à titre de peines complémentaires, l'interdiction de leurs droits civils, celle d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale à l'occasion de laquelle a été commise l'infraction, enfin la confiscation des sommes ou objets irrégulièrement reçus (...)"

("La lutte contre la corruption nationale et internationale par les moyens du droit pénal" J.Riffault-Silk, Président de chambre à la Cour d'appel de Paris, R.I.D.C. 2-2002).

De nombreux indiens dalit ou harijan, les Naxalites, armés pour l'autodéfense par certains gouvernements fédéraux indiens, disent : "Le droit se retourne contre le droit". La détresse alimentaire et sanitaire augmenterait proportionnellement au crime commercial et industriel organisé et impuni. Cette impunité serait liée, semble-t-il, au regain des idéologies politiques de police extrémistes.

"Chaque année écrira J.Larue Langlois, les grands magazines d'affaires publient fièrement leur liste des 500 (Fortune) ou 400 (Forbes) plus importantes entreprises d'Amérique.

"C'est dans cet esprit que Russel Mokhiber et Robert Weissman, deux économistes américains auteurs de **"Corporate Predators : The Hunt For Mega Profits And Attack On Democracy"**, ont fait circuler un classement des 100 premières firmes criminelles qui s'enrichiraient aux dépens des pays pauvres avec l'appui des gouvernements, comme d'ailleurs des diverses mafias qui contrôlent souvent ces derniers.

"Le crime organisé, dit Larue Langlois, s'est d'ailleurs mis au diapason de la mondialisation de l'économie. En Russie, par exemple, on constate que "l'activité mafieuse sévit dans à peu près tous les secteurs de l'économie et, dans bien des cas, sous couverture légale (...) On estime actuellement que 40% des entrepreneurs et 60% de toutes les structures commerciales entretiennent des rapports avec la Mafia (*"Droit et Pérestroïka"* Nadine Marie, le Courrier du CNRS, n°25, les sciences du droit, avril 1990 ; *"La Russie du crime"*, Nadine Marie-Schwarzenberg, PUF, 1997).

"La liste des cent premières firmes criminelles dans le monde a été dressée à partir de critères très stricts et ne comporte que des entreprises qui, au cours des dix dernières années, ont été mises à l'amende après avoir plaidé coupable de crimes financiers. Le palmarès comporte des noms comme Exxon, Eastman Kodak, la Brasserie Coors, la Croix-Bleue, Hyundai, Korean Airlines.... (*"les 100 plus grands voleurs"* J. Larue Langlois, *l'Aut'Journal su le Web*, mai 2000)

Exxon Corporation et Exxon Shipping seront par exemple condamnés en 1991 (année

mémorable de la guerre du Golfe et de l'opération "Tempête du désert") à payer 125 000 000 \$ d'amende pour crime contre l'environnement. Cette condamnation concerne l'affaire de l'Exxon Valdez du 24 Mars 1989. Elle sera qualifiée par l'Attorney General Dick Thornburg "de plus grande catastrophe écologique d'origine criminelle de l'ère moderne". Exxon sera condamné pour violation délibérée des lois fédérales de l'environnement tuant poissons, oiseaux et détruisant le cadre vital de milliers de personnes.

Standard Oil of New Jersey changera de nom pour celui de **Exxon** en 1972. En fait **Jersey-Exxon** est actionnaire du consortium international Irak Petroleum Company à concurrence de 12% jusqu'en Juin 1972. Ce sera à cette date que Saddam Hussein, vice-président du Conseil de Commandement de la Révolution (CCR), sous la présidence de Hassan Al Bakr, nationalisera le pétrole Irakien. Standard Oil Trust (Jersey-Exxon) sera fondée par John D. Rockefeller et Henry Flager en 1882. La loi anti trust (Sherman Act) divisera le groupe mondial en 1911.

La **Standard Oil Trust** deviendra : **Standard Oil of New Jersey** (Exxon), **Standard Oil of New York** (Mobil... qui détiendra 12% de l'**Iraq Petroleum Company** avant sa nationalisation), **Standard Oil of California** (Socal...qui développera ses intérêts à Barhein dès 1932 et en Arabie saoudite dès 1933) qui deviendra **Chevron**, absorbée plus tard par **Pennzoil Company**, propriété dès 1954/1963 de Bill Liedtke, John Overby et George Bush Sr. et dont le financement sera condamné par le Département américain de la Justice... (*"Trading with Enemy : The Nazi-American Money Plot 1933-1949"*, Charles Higham, Barnes & Noble Books, 1995 et *United States Holocaust Memorial Museum*, www.ushmm.org)

Standard Oil of Ohio deviendra Sohio-BP, **Standard Oil of Indiana** deviendra Amoco-BP (BP vendra en 1970, 33% du champ pétrolier "El Bunduq" au Japon et en 1972, 33% de la "Abu Dhabi Main Areas Ltd" à la **Japan Oil Company**).

BP Amoco ne deviendra juridiquement une compagnie à part entière qu'en 1998. (*"A Brief History of Major Oil Companies in the Gulf Region"* Eric V Thompson, *Petroleum Archives Project Arabian peninsula and Gulf Studies Program University ofVirginia*)*

Parmi les 100 multinationales les plus criminelles dans le monde, **Russell Mokiber** et **Robert Weissman** citerons encore : **Eastman Kodak**, condamnée en 1990 à payer 1 000 000\$ pour avoir déversé 20 tonnes de chlorure de méthylène dans un environnement habité.

Eastman Kodak est dirigée par Daniel A. Carp, administrateur de **Texas Instrument** et membre du **Corporate Program du Council on Foreign Relations** regroupant les 100 plus puissantes multinationales mondiales sous l'autorité de David et Nelson Rockefeller (protecteurs/promoteurs de Kissinger) dont Exxon Mobil, The Chase Manhattan Bank, BP, Caltex, Crédit Suisse First Boston, Lockheed Martin...

General Electric (lié aux clans Rockefeller, Thyssen, Krupp et Flick) sera condamné en 1992 à payer 69 000 000\$ pour fraude, dont 9 500 000 \$ pour crime grave dans une affaire de vente d'avions de combat YF-16 à Israël.

General Electric sera également accusé d'avoir transgressé les lois de la concurrence en versant plusieurs millions de dollars de pots-de-vin à un ancien général de l'armée de l'air israélienne chargé, hors contrat, de garantir le bon déroulement de la précédente

affaire.

Russell Mokhiber écrira que chaque année le département américain de la Justice publie un rapport intitulé : "**Crime in the United States**", mais que par "crime" le département de la Justice signifierait juridiquement "street crime" et non, comme le vocabulaire pénal l'exigerait : "corporate crime".

General Electric est présidé par Jeffrey R. Immelt et co administré par P. Fresco, président de Fiat et Sam Nunn, administrateur de Coca Cola, Texaco, proche de G.Bush Jr.

Sam Nunn aurait été envisagé au poste de vice-secrétaire à la Défense, poste qui reviendra à Paul Wolfowitz. Au nombre des administrateurs de la firme notons encore : Douglas Warner III, président de la Réserve Fédérale, de JP Morgan Chase et de Chase Manhattan Bank... Francis Blake actuel vice-secrétaire à l'Energie du gouvernement Bush Jr et ancien président de General Electric.

Hoffman Laroche Ltd., géant pharmaceutique Suisse, sera condamné en mars 1999 par le département de la Justice de Dallas, à payer 500 000 000 \$ pour émission frauduleuse d'actions entre janvier 1990 et février 1999.

Hoffman Laroche Ltd. sera accusé de fixation illégale du prix de produits pré-vitaminés A, B2, B5, C, E et Beta Carotène pour humains et animaux sur le continent nord américain et dans le monde.

Hoffman Laroche Ltd, selon Geoffrey Geuens, chercheur en informations à l'université de Liège, est présidé par Franz Hummer membre de la "**Table Ronde des Industriels Européens**" (ERT), groupe patronal de pression fondé par Etienne Davignon (vice-président de la Commission Européenne, président de la Société Générale de Belgique en 1983) aux côtés de Pehr Gyllenhammar, président de Volvo, vice-président d'Aspen, membre de la Kissinger Associates, membre de The Chase Manhattan Bank puis d'Umberto Agnelli, président de Fiat et enfin de Wisse Dekker, président de Philips...

L'ERT est aujourd'hui présidé par Gerhard Cromme, président de ThyssenKrupp (clan Rockefeller), membre du conseil de surveillance de Suez avec Etienne Davignon, Paul Desmarais Jr, président pour sa part de Power Corporation of Canada et de Jean Peyrelevade, président du Crédit Lyonnais.

Le consortium BASF Aktiengesellschaft sera condamné par le département de la justice de Dallas en 1999 à 225 000 000 dollars d'amende pour détournement des lois anti-trusts.

BASF est une émanation de **IG Farben** après son démentèlement en justice pour crime de guerre. Rappelons qu'IG Farben sera jugé (20 directeurs et cadres de près de 42 usines seront accusés de crimes de guerre) pour avoir fabriqué, expérimenté puis fourni en **Zyklon B** les chambres à gaz d'Auschwitz, tout comme la **Maison Bayer**, l'une des filiales d'IG Farben, sera accusée d'avoir pratiqué des expériences médicales sur des déportés lors du procès de Nuremberg entre décembre 1946 et juillet 1947 (*New York Times du 28 Mars 1942 : "Standard Oil Tried to Deal in France in 41, Arnold Says-Standard Oil négocie avec des entreprises nazies en France, IG Farben a conclu à elle seule des contrats avec une centaine d'entreprises Américaines; "21 Farben Plants Wiped Out by US", NYT 17 Janvier 1946; Central Decimal Files 1942-1945 du United States Joint Chiefs Of Staff, JCS, Investigation of IG Farben Industries Activities, 8-2-45, Edwin Blak et www.ushmm.org*) .

Le consortium BASF sera accusé aux Etats-Unis des crimes de conspiration, de spéculation illicite et de fixation illégale des prix sur des produits pré-vitaminés A, B2,B5, C, E et Beta Carotène pour hommes et animaux, entre janvier 1990 et février 1999.

BASF est présidé en 2003 par Jurgen Strube, membre du conseil de surveillance d'Allianz, de Commerzbank (accusé de crimes de guerre, de collaboration continue avec

le parti nazi et de collaboration avec des entreprises américaines durant la seconde guerre mondiale), de Bertelsmann, de BMW et membre du groupe Bilderberg. BASF est également supervisé par le vicomte E. Davignon, membre du conseil de surveillance BASF....

BASF France est membre de l'**AUME** (*Association pour l'Union Monétaire Européenne présidée par le V. Etienne Davignon*). Au nombre des administrateurs de BASF citons: Robert Studer, ancien président de l'Union des Banques Suisses, administrateur de TotalFinaElf, du comité européen du New York Stock Exchange, de Renault; Tessen von Heydebreck, administrateur de Nestlé Allemagne, directeur exécutif de la Deutsche Bank et membre de Aspen Deutschland (Berlin); Arthur Lloyd Kelly membre du conseil BASF, des conseils de surveillance BMW et ThyssenKrupp; Helmut Verner, ancien président de Mercedes Benz, administrateur de BASF, d'Alcatel, superviseur nommé par le chancelier Schröder afin d'unir au sein d'une agence privée les efforts de 300 sociétés Allemandes dans le domaine de la Défense Nationale dont Deutsche Bank, Dasa, Daimler Chrisler, ThyssenKrupp (membre actif de l'AUME); Henning Schulte Noelle, membre du conseil de BASF, administrateur de Siemens (groupe accusé de crimes de guerre, de collaboration continue avec le parti nazi et de collaboration avec des entreprises américaines durant la seconde guerre mondiale), membre du conseil de surveillance de Thyssen Krupp. Notons enfin que l'**Etat Iranien** est actionnaire de **ThyssenKrupp**, que son représentant Mohammed-Mehdi Navad-Motlagh (2003) est vice-ministre des affaires économiques et internationales du ministère de l'Industrie et des Mines de la République d'Iran.

Archer Daniels Midland (ADM) sera condamné à payer en octobre 1996 une amende de 100 000 000 \$ pour fixation illégale de prix, spéculation frauduleuse dans le but d'éliminer la concurrence sur le marché des acides aminés et de l'acide critique.

Les acides aminés sont utilisés par les fermiers et jouent un rôle d'accélérateur dans la croissance du bétail. Ce marché représente à lui seul 600 millions de dollars/an.

L'acide critique est produit en tant qu'un complément de saveur acidulé et un préservateur de certaines formes de sucre. On le retrouve dans les boissons non alcoolisées, les nourritures traitées, les détergents, les produits pharmaceutiques et cosmétiques. L'acide critique représente un marché mondial d'1,2 milliard de dollars par an.

Le département américain de la Justice estime que les fixations illégales de prix et la spéculation frauduleuse sur ces deux marchés dans le monde ont contribué à majorer les prix tant à la production qu'à la consommation dans le secteur de la semence-reproduction, l'élevage des poulets et des porcs, dans le secteur de la production des boissons non alcoolisées, des nourritures traitées, des détergents et des sucres...

Archer Daniels Midland est présidé par John R. Block, ancien secrétaire à l'Agriculture des Etats-Unis. Au nombre de ses administrateurs citons Brian Mulroney, ancien 1er ministre du Canada, R.S. Strauss, ancien ambassadeur des USA en Union Soviétique, R.R.Burt, ancien ambassadeur des USA en Allemagne, également administrateur de Hollinger International. Andrew Young, administrateur ADM, est ancien ambassadeur des USA aux Nations Unies.

Disons que par ailleurs ADM est le cinquième soutien financier du Groupe Bilderberg derrière les géants : Fiat, Danone, Xerox et JP Morgan & co; ADM est encore l'une des nombreuses multinationales sponsorisant les conférences internationales organisées par le groupe industriel et financier de pression Council on Foreign Relation (CFR), présidé par Peter G.Peterson, président de la banque d'investissement The

Blackstone Group, ancien président de Lehman Brothers.

Lehman Brothers sera contributeur de la campagne de George W. Bush Jr. en 2004 (159 000\$), derrière Merrill Lynch, 1er contributeur (264 000\$).

Rappelons encore que P.G.Peterson de The Blackston Group fut secrétaire au Commerce du Président Nixon (1972-1973) et son assistant pour les affaires économiques internationales (1973-1977). *Seront également contributeurs de Bush Jr. dans la campagne de 2004 : Crédit Suisse First Boston (support financier du Manhattan Institute), Goldman Sachs (support financier du Manhattan Institute), American International (support du Manhattan Institute), Price-waterhouse Coopers, Blue cross/Blue Shield...*

Ajoutons encore que Archer Daniels Midland (ADM) est l'un des principaux bailleurs de fond de la **RAND** (*Research and development*) créée en 1946 par **US Air Force**. RAND, fleuron de la recherche sur les communications produira **internet**. *Parmi les membres du conseil de RAND, citons : Frank Carlucci, ancien directeur de la CIA et président de Carlyle Group, puis de nombreux administrateurs Honeywell Bull, Dow Jones and co, Général Motors, Citigroup, Philip Morris, Hughes Aircraft...*

Citons encore Hoeschst AG condamné à 36 000 000 \$ d'amende pour concurrence déloyale, conspiration et manipulation de prix illégalement fixés, puis pour spéculation frauduleuse durant 17 ans, de 1979 à 1996.

Hoeschst (Allemagne) fusionnera en 1999 avec **Rhone-Poulenc** (France) pour donner naissance à la multinationale pharmaceutique **Aventis**, présidée aujourd'hui par Jurgen Dormann, administrateur d'ABB, d'IBM, membre du conseil d'Allianz au coté de Manfred Schneider président de Bayer.

Aventis comptera pour vice-président JR Fourtou. JR Fourtou est administrateur d'Axa et de Schneider. *Le consortium pharmaceutique soutient aujourd'hui le groupe industriel et financier de pression European-American Business Council derrière AT&T, AOL Time Warner, Alcatel, Airbus Industrie...*

Aventis sera par JR.Fourtou, membre de l'**ERT** représenté auprès de l'**AUME**, *Association pour l'Union Monétaire Européenne* par le V. Etienne Davignon, président et vice président de la Communauté Européenne (*membre de CFR, Bilderberg, Aspen*) aux côtés d'Ortoli, président honoraire du Medef International, Agnelli (*membre de Kissinger Associates*), et ThyssenKrupp... Aventis fait actuellement l'objet d'une enquête criminelle sur quelques uns de ses produits destinés au continent africain...

L'autre géant transnational pharmaco-chimique **American Home Product** fusionnera à la même époque avec la firme **Warner Lambert**, condamnée en 1995 par la Food and Drug Administration (FDA) à 10 000 000\$ d'amende pour fraude sur un puissant anti-épileptique instable...

Warner Lambert est présidé par Lodewijk de Vink, participant du goupe Bilderberg aux côtés de James B. Steinberg, assistant du Président Bush Jr. pour les affaires de Sécurité Nationale, Bill Richardson, secrétaire US à l'Energie, Mike Moore, ancien directeur de l'OMC, John M Deutch, ancien directeur de la CIA, Esperenze Aguirre y Gil de Biedma, président du Sénat espagnol... **Warner Lambert** compte parmi ses proches collaborateurs le politologue néoconservateur de la Trilatérale **Samuel Huntington** co auteur avec Crozier et Watanaki de "The Crisis of Democracy. Report on the Governability of Democracies to The Trilateral Commission" en 1975. La Trilatérale sera créée pour sa part en 1973 à l'initiative de David Rockefeller, Kissinger et Brzezinski, une idée force commune : **"la valeur démocratique de l'égalité conduit à la délégitimité de l'autorité et à la perte de confiance dans le leadership..." Warner Lambert est également l'un des nombreux soutiens financiers de l'American Enterprise Institute.**

L'A.E.I. sera créé en 1943 peu de temps après que le gouvernement américain ait ordonné la saisie de toutes les opérations bancaires japonaises, nazies, américaines collabos, entre octobre 1942 et novembre 1942. Citons notamment la saisie des opérations de l'"Union Banking Company", de la "**Harriman & Co**" et de la "**Silesian American Corporate**" dirigées par George Herbert Walker, beau-père de Prescott Bush (grand père de G. W. Bush Jr.) et Prescott Bush lui-même, co-actionnaire et vice-president... Il conviendra bien de gérer, des deux côtes de l'Atlantique, de nombreux investissements sur le marché de l'acier, du fer, du charbon, de l'électricité, de la chimie industrielle, de l'armement, du chemin de fer, du transport maritime, aérien, de l'automobile et de la banque tant américain qu' allemand pour le compte de Fritz Thyssen, Friedrich Flick, Clarence Dillon, Max Warburg ou encore de E.Ronald Harriman (*US Proclaimed List of Certain Blocked Nationals de Juillet 1941, Liste Noire des entreprises Américaines, Latino-Américaines, Européennes et Allemandes ayant collaboré avec le régime nazi, Commerzbank, IBM, Du Pont, General Electric, IG Farben, Siemens, Deutsche Bank... 1800 noms en 1941, 5000 noms à la mi janvier 1942; "1800 in Europe on New Blacklists, Windsor's Swedish Friend on It" New York Times, 15 janvier 1942, cité dans IBM l'Holocauste de Edwin Black, R.Laffont 2001; "Trading with the Enemy...1933-1949", C.Highams, Barnes & Noble, 1995 ; National Archive and Records Administration ou www.nara.gov, Washington DC, United States Holocaust Memorial Museum, www.ushmm.org....Centre d'Etudes Nord Américaines ou CENA, Paris CNRS).*

Insert Net Russel Mokhiber "Top 100 Corporate Criminals of the Decade"
(<http://www.coporatepredators.org/top100.html#Briefs>)

Le droit se retourne contre le droit 3

Jacqueline Riffault Silk, président de chambre à la Cour d'appel de Paris, écrit sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales...

"Les travaux de l'OCDE ont porté sur la lutte contre la corruption internationale dès 1989, et l'ont conduite à adopter en 1994 une première recommandation invitant les pays membres à prendre des mesures efficaces pour décourager, prévenir, combattre ces pratiques.

"**En 1996**, une seconde recommandation a été adoptée par les pays membres de l'**OCDE** relative à la déductibilité fiscale des commissions versées à des agents publics étrangers...

"**Signée le 17 décembre 1997** par ses 29 Etats-membres, ainsi que par l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili et la République slovaque, la convention élaborée par l'OCDE définit la corruption active d'agent public étranger comme "le fait intentionnel, pour toute personne, d'offrir, de promettre ou d'octroyer un avantage indu pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, à un agent public, à son profit ou au profit de tiers, pour que cet agent agisse ou s'abstienne d'agir dans l'exécutif de fonctions officielles, en vue d'obtenir ou de conserver un marché ou un autre avantage indu dans le commerce international".

"**Au sens de la Convention**, la notion d'agent public étranger désigne toute personne qui détient un mandat législatif, administratif ou judiciaire dans un pays étranger, qu'elle ait été nommée ou élue, toute personne exerçant une fonction publique pour un pays

étranger, y compris pour une entreprise ou un organisme publics, et tout fonctionnaire ou agent d'une organisation internationale publique"...

"(...) **La convention invite par ailleurs** les Etats signataires à prendre les mesures nécessaires pour interdire aux entreprises "l'établissement de comptes hors livres, les opérations hors livres ou insuffisamment identifiées, l'enregistrement de dépenses inexistantes, l'enregistrement d'éléments de passifs dont l'objet n'est pas correctement identifié, ainsi que l'utilisation de faux documents, dans le but de corrompre un agent public étranger ou de dissimuler cette corruption".

"(...) **En Pratique, la convention de l'OCDE est entrée en vigueur le 15 février 1999**, à la suite de ratification du Japon, de l'Allemagne, des Etats Unis, du Royaume Uni et du Canada, ces cinq pays représentant 66,4% des exportations des 10 premiers pays pour la part des exportations"... (*JRiffault-Silk, "La lutte contre la corruption Nationale et Internationale par les moyens du droit pénal", RIDC 2-2002*)

Toutes les entreprises multinationales suivantes seront condamnées après l'entrée en vigueur de la convention de l'OCDE du 15 février 1999 (mais pas par l'OCDE)

Citons : **SGL carbon Aktiengesellschaft**, criminal fine (cf): \$135 millions ; **Banker's Trust** cf : \$60 millions ; **Sears Bankruptcy Recovery management Service** cf : \$60millions ; **Hoechst AG**, cf : \$36millions ; **Genentech Inc.** cf : \$30millions ; **Nippon Gohsei** cf : 21\$millions ; **Pfizer Inc.** cf. \$20millions ; **Royal Caribbean Cruises Ltd** cf:\$18millions; **Litton Applied Technologie Division (ATD) and Litton Systems Canada (LSL)** cf : \$16,5 millions ; **Lonza AG** cf : \$10,5millions; **Kimberley Home Health Care Co.Inc.** cf : \$10.08 millions ; **Showa Denko Carbon** cf : \$9 millions ; **Colonial Pipeline Company** cf : \$7 millions ; **Eklof marine Corporation** cf : \$7 millions ; **Tokaï Carbon Ltd co.** cf : \$6 millions ; **Palm Beach Cruises** cf : \$500 000 ; **Princess Cruises Inc.** cf : \$500 000 ; **Regency Cruises Inc.** cf : \$250 000.

Le droit se retourne contre le droit 4

Geoffrey Geuens dans : "**Les institutions internationales officielles FMI, OMC, BM, OCDE et le monde des affaires**" (2003), et **Jean Ziegler** dans : "**Des mercenaires dévoués et efficaces, portrait de groupe à la Banque Mondiale**"(2002), établiront que les organisations économiques officielles ne sont plus à l'abri de l'influence des lobbys, des **think tanks** ("boîtes à idées"), des nouvelles stratégies impérialistes ou, selon l'économiste Russel Mokhiber des : "**Coporate Predators**" ...

Le FMI

"**Du premier directeur général du FMI**, le Belge **Camille Gutt** (1946-1951), devenu associé de la Banque Lambert, président de Ford Belgique et administrateur d'Electrorail ou encore d'Electrogaz au prédécesseur de **Michel Camdessus**, le Français **Jacques de Larosière** (1978-1987), administrateur d'Alstom, France Telecom, BNP Paribas et Power Coporation of Canada, le FMI n'a cessé d'entretenir au cours de son histoire, des relations pour le moins suivies avec le monde des affaires.

Rappelons, pour exemple, que **Mohen A. Qureshi**, l'un des administrateurs de la puissante et très conquérante **Power Corporation of Canada**, que servira **Jacques de Larosière**, sera également 1er ministre du Pakistan et ancien directeur de la Banque Mondiale. Il est aujourd'hui président d'Emerging Markets Corporation, administrateur de Newmont Mining, membre du conseil de surveillance d'American International Group, de General Electric et à ce titre membre du très privé et très sélectif réseau international de

David Rockefeller. Il sera un soutien actif de l'idéologie ultra-droite et anti-démocratique du Council on Foreign Relations, CFR.

De nombreux cadres du Fond Monétaire International auront eu dans leur histoire (et ont encore) de nombreuses responsabilités dans le monde du capital privé.

Ainsi en est-il, par exemple, de Thomas C. Dawson II, actuel directeur du département des relations extérieures du FMI, et qui aura été consultant du consortium McKinsey & Co (*proche du Groupe Carlyle de F. Carlucci et de L. Gerstner président de IBM*), mais aussi vice président de la société Regdon Associates (1987- 1989) et encore directeur "Institutions financières" de Merrill Lynch (1993-1999, *1er contributeur, selon le Center For Responsitive Politics, de la campagne de George Bush Jr. 2004*).

Edouardo Aninat, autre directeur général adjoint du FMI, ex-associé d'Aninat, Mendez y Asociados, l'un des premiers cabinets d'experts-conseil en Amérique Latine et administrateur de plusieurs sociétés privées au Chili et à l'étranger. Parallèlement à ces **liaisons dangereuses**, on précisera l'appartenance des anciens dirigeants du FMI aux clubs privés de l'élite.

Michel Camdessus, ex-directeur-général du FMI (1987-2000) et ex-gouverneur de la Banque de France, bien que fonctionnaire institutionnaliste sera un défenseur acharné des rencontres du CFR et du Groupe Bilderberg.

Stanley Fisher, ancien dirigeant du FMI, premier directeur général adjoint d'Horst Köhler, interviendra lui aussi dans l'élaboration de l'idéologie politique du capitalisme extrême défendue par le CFR, le Groupe de Bilderberg et la Commission Trilatérale. Fisher est également membre de Chatham House. (*"Les Coulisses du Nouvel Ordre Mondial" dans "Tous pouvoirs confondus", G.Geuens, EPO, 2003*)

L'OCDE

"L'OCDE n'est pas en reste elle non plus. L'un de ses anciens présidents, **Jean Claude Paye**, est aujourd'hui administrateur de Renault. Ce poste lui permettra d'entretenir des liens politiques et commerciaux avec, par exemple, **Jeanne Syvet**, représentante du **Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie**, administratrice de Bull, de France Télécom; **Nicolas Jachier**, représentant du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, administrateur de Sogepa, de France Télécom, d'EDF, de la SNCF; **François de Combret**, associé-directeur de Lazard Frères, administrateur de saint Gobain, ancien chef de cabinet du Président Giscard d'Estaing; **Michel Pébereau**, président de BNP Paribas, administrateur de Saint-Gobain, de Dresdner bank (accusée de collaboration active avec le régime nazi durant la seconde guerre mondiale), d' AXA, de Lafarge, ancien directeur de cabinet du Ministre des Finances Monory, ou encore avec **Yoshikazu Hanawa**, président de Nissan Motor, **Jean Luc Lagardère**, **Henri Martre** président honoraire d'Aerospatial, **Franck Ribou**, président de Danone, administrateur de Fiat, d'Accor, ou encore **Robert Studer**, ancien président de l'Union des Banques Suisses, du Comité Européen du New York Stock Exchange, membre du conseil de TotalFinaElf, de BASF ou... **Louis Schweizer**, président de Renault, ancien chef de cabinet de Laurent Fabius, administrateur de la BNP, de EDF, de Pechiney, membre du conseil de surveillance de Philips.

Jean Claude Paye sera aussi l'un des nombreux participants de Bilderberg aux cotés de Renato Ruggiero, ancien directeur de l'OMC, de **Lane Kirkland**, président du syndicat US AFL-CIO, de **Stanley Fisher**, directeur du FMI, de **Javier Solana** (1995-1999) et de **Lord Roberston** (1999-) derniers secrétaires généraux de l'OTAN, d'Arthur Dunkel, ancien directeur général du GATT... soutien inconditionnel des groupes American Express, Daewo, ITT, Lockheed Martin, Banco Nazionale del Lavoro, Coca Cola, Fiat... Union Carbide, The Chase Manhattan Bank, Kissinger Associates.

Franco Bernabé, ancien conseiller de l'OCDE, est devenu président de l'ENI aux côtés

de **Renato Ruggiero**, ancien directeur général de l'OMC, **Umberto Colombo** ancien président du Comité Science et Technologie pour le Développement des Nations Unies. Franco Bernabé est président de Telecom Italia, vice-président d'Andala et directeur d'études économiques de FIAT aux cotés de **Carl-Ludwing von Boehm-Bezing**, vice-président exécutif de Deutsche-Bank, administrateur de ThyssenKrupp, de **John Welsh Jr.** président honoraire de General Motors, de **Gianfranco Guty**, président d'Assicurazioni Generali, administrateur de Commerzbank, d' **Umberto Agnelli**, ancien sénateur Démocrate-Chrétien, de **Giovanni Agnelli**, administrateur de Danone. Franco Bernabé est aussi administrateur de TNT Post Groep et membre de Confindustria, le puissant patronat Italien.

Christian Merle, ex-directeur Europe de l'OCDE, est administrateur délégué de la Banca Intesa aux côtés de **Giampio Bracchi**, ancien conseiller de la présidence du Conseil des Ministres italien, vice-président de Banca Intesa, aux côtés de **Luigi Lucchini**, président de Montedison, administrateur d'Eridania Béghin-Say, d'Olivetti, d'Assicurazioni Generali, de Mediobanca, ancien membre du comité consultatif de la Communauté Européenne, ancien président de la Confindustria et administrateur du Crédit Lyonnais aux côtés de **Jean Peyrelevalde**, président du Crédit Lyonnais, ancien directeur-adjoint du cabinet du 1er ministre Pierre Mauroy et administrateur de Club Med, de LVMH, des AGF, de Bouygues, d' Air Liquide, de Lagardère, de Renault, de Power Corporation of Canada et membre du conseil de surveillance de Suez... ("*Les coulisses du Nouvel Ordre Mondial*" G.Geuens, EPO 2003)

L'OMC

"A l'Organisation Mondiale du Commerce la connivence avec le capital industriel et financier semble être devenue le maître mot. Tous les anciens directeurs généraux ont obtenu à la suite de leur mandat ou préalablement à celui-ci, un poste d'administrateur ou de président dans quelques-unes des plus puissantes multinationales au monde :

Arthur Dunkel (directeur général du GATT de 1980 à 1993), actuel membre du Conseil de règlement des litiges de l'OMC, administrateur de Nestlé et du Créduit Suisse.

Peter Sutherland (directeur général de 1993 à 1995), actuel président de BP Amoco (*aujourd'hui, juste retour des choses ? en négociation avec Petrochina en Chine pour l'exploitation du Gaz au Tibet*), de Goldman Sachs International, administrateur d'Ericsson, d'Investor AB, de Royal Bank of Scotland.

P. Sutherland dirige le tumultueux héritage de BP Amoco (*Amoco -Standard Oil en 1889, accusée de collaboration avec le régime nazi, New York Times du 27 mars 1942 et du 25 mai 1944- fondée par J.D.Rockefeller, s'associera à BP en 1998*).

BP Amoco compte pour administrateurs **Sir Ian Prosser**, président de Bass, administrateur de GlaxoSmithKline, **Sir John Browne**, administrateur de Goldman Sachs Group (*huitième contributeur de Georges Bush Jr. en 2004, derrière Créduit Suisse First Boston, sixième*) et membre du conseil de surveillance de DaimlerChrysler, **John H. Bryan**, président de Sara Lee, administrateur de Bank One, General Motors, Goldman Sachs Group, **R.J. Ferris**, administrateur de Protector & Gamble, **C.F. Knight**, président de Emerson Electric, administrateur de Morgan Stanley Dean Witter, de IBM, **F.A. Maljers**, président du conseil de surveillance de KLM Royal Dutch Airlines, aux côtés de **W.E. Massey**, administrateur de Mororola, de Bank of America, de MC Donald's, R.L. Over, administrateur de Reuters Group... **Julius DeAnne**, conseiller économique à la Banque Mondiale (1972-1982), administrateur de Roche Holding, de Lloyds TSB Bank, **Be Grote**, ancien vice président du Conseil du Gouvernement Britannique, **Lord Wright of Richmond**, ancien sous secrétaire et chef des Services Diplomatiques Britanniques... et enfin **Sir Robin Nicholson**, administrateur de Rolls-Royce, ancien membre du conseil du

gouvernement britannique pour la Science et la Technologie, de 1993 à 2000.../...

Renatto Ruggiero, directeur général de l'OMC de 1995 à 1999, sera diplomate en Russie, aux USA, en Yougoslavie, chef du cabinet du président de la Commission Européenne Franco Malfatti en 1970, conseiller politique du nouveau président de la Commission Sicco Mansholt (Pays-Bas), porte parole du nouveau président Roy Jenkins.

R. Ruggiero jouera également un rôle sur la scène politique italienne pour l'installation des euromissiles sur la Péninsule. Il sera ministre du commerce extérieur en 1987 puis administrateur et vice-président du conseil international de Fiat, administrateur de Kissinger Associates, membre du conseil international de Booz & Allen, ancien président de la multinationale pétrolière ENI, vice-président de la banque Schröder Salomon Smith Barney International Italy. Il deviendra ministre des affaires étrangères du gouvernement Berlusconi avant de démissionner en 2002..../....

Supachai Panitchpakdi (*successeur de Mike Moore, directeur général dès le 1er septembre 2002*), sera vice-premier ministre de la Thaïlande et ministre du Commerce, président de la **Bank Thai Military bank** (1988-1992) et président de la compagnie privée de services financiers Nava Finance and Securities.

"On précisera par ailleurs l'existence à l'OMC d'un comité consultatif chargé de conseiller le directeur général Mike Moore sur certaines problématiques concernant l'Institution. Ce groupe de discussion comptera parmi ses personnalités **Ernesto Zedillo** et **Victor Halberstadt**. *Le premier est ancien Président du Mexique, administrateur de Procter & Gamble et membre de la Commission Trilatérale. Le second est un "expert OMC", professeur d'économie publique de l'université de Leiden, Pays-Bas. En réalité il est l'un des plus puissants relais des clubs privés de l'élite mondiale au sein de l'OMC. Secrétaire du comité organisateur des rencontres de Bilderberg, administrateur de KPN et de TNTPostgroep, il est actuellement président du conseil international de DaimlerChrysler et membres des comités consultatifs internationaux de Goldman Sachs Group et de la Fuji Bank"* (*"Les Coulisses du Nouvel Ordre Mondial", C.Geuens, EPO, 2003*)

La Banque Mondiale

"James D. Wolfenshon, ex-président de la Banque Mondiale, a débuté sa carrière professionnelle dans la finance privée internationale à la tête de **James D. Wolfenshon Inc.**, une société de conseils en entreprises qui aura pour clients des multinationales nord-américaines, européennes et japonaises. Il sera partenaire de **Salmon Brothers** à New-York, vice-président exécutif de **Schroders** à Londres, président de **J. Henry Schroders Banking Corporation** et directeur de **Darling & Co of Australia**.

Membre honoraire de l'institution Brookings, Wolfenshon est de tous les clubs privés de l'élite mondiale. Ancien président du comité financier de la **Fondation Rockefeller**, il est aussi l'un des représentants nationaux des Etats-Unis au comité officiel du **Groupe Bilderberg** aux côtés de **Paul Allaire** (Xerox), **Paul Wolfowitz**, **Richard Holbrooke**, **Henry Kissinger** et **Louis Grestner** (IBM-Carlyle).

Il est enfin l'un des mécènes du CFR avec David Rockefeller, Maurice Greenberg ou encore Paul A. Volcker (*ce dernier, ancien patron de la Réserve Fédérale US et administrateur de Nestlé, a été président de James D. Wolfenshon Inc*).

"On précisera également l'existence au sein de la Banque Mondiale d'une structure consultative destinée à conseiller les dirigeants de l'institution.

"Parmi les membres du "Banking Advisory Group 2001" (BAG), on peut retrouver des personnalités telles que Roberto Mendoza (ancien vice-président de JP Morgan & Co et directeur de Goldman Sachs, actuel administrateur de Reuters Group et de Prudential), **Ana Patricia Botin** (Banco Santander Central Hispano), **Richard Fisher** (président exécutif Morgan Stanley Dean Witter & Co), **Gerd Hausler** (conseiller à la Bourse de

Francfort), **Rainer Masera** (directeur exécutif de San Paolo IMI), **Isaac Takawira** (directeur exécutif Barclay's bank of Kenya), **Marc Viénot** (président honoraire de la Société Générale) et **Tyoo Gyothén**, conseiller de la Bank of Tokyo-Mitsubishi qui est également membre de la Commission Trilatérale, du conseil International du CFR.

"Quant au président du BAG, il ne s'agit ni plus ni moins que de **Sir David Scholey**, l'ancien patron de **SG Warburg** devenu administrateur d'AngloAmerican et conseiller d'UBS Warburg... ("Tous pouvoirs confondus" G.Geuens, EPO, 2003)

Jean Ziegler dans son essai "Des mercenaires dévoués et efficaces, portrait de groupe à la Banque Mondiale" montrera combien le gigantisme peut être allié à l'opportunisme de l'inertie. **Une authentique théologie de la prédation** s'épanouira au sein de la Banque Mondiale sous la présidence de **Robert Mc Namara** entre 1968 et 1981.

Ancien ministre de la défense des présidents **J.F.Kennedy** et **Lyndon B.Johnson** Mac Namara parviendra à lever sur les différents marchés nationaux des capitaux près de 100 milliards de dollars d'emprunts.

"Ironie du sort, écrira J.Ziegler, une grande partie de cette somme a été obtenue auprès des banquiers suisses, ceux-là mêmes qui abritent l'essentiel des capitaux en fuite provenant des nababs, des dictateurs et des classes parasites d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie (selon un m^{me} mode historique parasite le Tibet choisira, par exemple, Londres de British Petroleum et d'Anglo-Persian Oil en 1904, Anglo-Persian exploite en 1901 les gisements iraniens pour le compte de William d'Arcy et l'Amérique de Standard Oil Trust, de John D. Rockefeller, déjà pétrolier-gazier mondial et non l'empire mandchou de Pékin qui dirige depuis 1721 jusqu'en 1911 la théoadministration tibétaine ravagée par la corruption. Le Titanic tibétain tournera le dos, également, à la toute jeune république chinoise, pauvre et égalitaire, de Sun Yat Sen, 1911-1912, qui conviendra pourtant au bouddhisme populaire sans couronne de Yang Wenhui et qui survivra aux purges de la révolution culturelle. [Lhassa reconnaîtra plus tard le Reich comme une puissance amie](#), puis durant les années 1913 à 1923, 1933 à 1942 Lhassa reconnaîtra "le patron ou le mod^e bouddhiste" en la suprématie de l'impérialisme Japonais en pleine Shoah)...

Selon Jerry Mander dans " Le procès de la mondialisation" (Fayard, 2001), Mac Namara aurait tué plus d'êtres humains à la tête de la Banque Mondiale que lorsqu'il était, en tant que ministre de la Défense des Etats-Unis, préposé aux massacres du Vietnam. Mac Namara sera également responsable du programme chinois de la Banque Mondiale et conseiller des réformateurs chinois organisés autour de Deng Xiao Ping...

"Jerry Mander dessine son portrait : "...honteux du rôle qu'il avait joué pendant la guerre du Vietnam, Mac Namara voulut se racheter en volant au secours des pauvres du tiers-monde. Il se mit à l'ouvrage en bon technocrate, avec l'arrogance d'un authentique croyant : **"je vois dans la quantification un langage qui ajoute de la précision au raisonnement. J'ai toujours pensé que plus une question est importante, moins nombreux doivent être ceux qui prennent les décisions."**(*"Avec le recul : la tragédie du Vietnam et ses leçons"*, Robert Mac Namara, Seuil, 1996).

"Faisant confiance aux chiffres, Mac Namara a poussé les pays du tiers-monde à accepter les conditions attachées aux prêts de la Banque Mondiale et à transformer leur économie traditionnelle afin de maximaliser la spécialisation économique et le commerce mondial. Ceux qui s'y refusaient étaient abandonnés à leur sort. Sur ses instances, écrit Jerry Mander, de nombreux pays n'eurent d'autres choix que de passer sous les fourches caudines de la Banque. Mac Namara ne détruisait plus les villages pour les sauver, mais des économies entières. Le tiers-monde se retrouve maintenant avec des grands barrages envasés, des routes qui tombent en ruine et ne mènent nulle part, des immeubles de bureaux vides, des forêts et des campagnes ravagées, des dettes

monstrueuses qu'il ne pourra jamais rembourser. (...) Aussi grande soit la destruction semée par cet homme au Vietnam, il s'est surpassé pendant son mandat à la Banque".

L'historien vietnamien Nguyen Khac Vien écrira dans "Vietnam une longue histoire; la guerre spéciale" : (...) Avec Kennedy, la stratégie mondiale des Etats-Unis s'oriente énergiquement en direction du Tiers-Monde considéré comme le foyer révolutionnaire à étouffer d'urgence. L'équipe Kennedy-Taylor- Mac Namara avait mis sur pied tout un appareil politique et militaire, et même une "doctrine" pour essayer de conquérir le Tiers-Monde, d'écraser ou de faire dévier les mouvements de libération nationale de l'Asie, de l'Amérique Latine de leurs objectifs. En particulier, les méthodes et les armes de la "counter-insurgency" pour lutter contre la guérilla et autres formes de lutte armée des peuples colonisés avaient fait l'objet d'une attention particulière de Washington.

"La stratégie de la "guerre spéciale" vit donc le jour (...) La puissance matérielle et financière américaine permit de payer une administration et une armée fantôme nombreuses, d'équiper des mercenaires avec les armes les plus modernes. Il suffisait de coiffer cette armée par des "conseillers" américains spécialement formés pour ce genre de guerre, dans lesquels des recettes politico-militaires minutieusement étudiées, s'appuyant sur une technologie ultra-moderne, permettraient de venir à bout de la guerre révolutionnaire des peuples colonisés..."

"(...) Nixon, écrira encore Nguyen Khac Vien, suivra la même stratégie politique que Johnson pour accéder à la maison blanche : promesses de paix, politique de guerre. Continuer et gagner la guerre tout en diminuant les pertes en vies américaines et les dépenses à un niveau acceptable pour l'opinion américaine, sans pour autant renoncer à imposer au peuple Vietnamien les conditions américaines. Nixon résoudra ce problème par la vietnamisation de la guerre".

Nous retrouverons un tel principe de domination politique sur le marché concurrentiel, il consiste à opposer par des divisions et des guerres incessantes le tiers-monde au tiers-monde, le socialisme au socialisme, les oppositions aux oppositions jusqu'à épuisement du concept même de démocratie. Cet antique principe de guerre commerciale trouve son efficace lorsque le droit ne peut plus se manifester en tant qu'une source du pouvoir judiciaire et de l'organisation sociale égalitaires...

"(La vietnamisation de la guerre consistera) bien à renforcer au Vietnam une armée fantôme en hommes et en matériel pour en faire le corps de bataille principal qui liquiderait la résistance vietnamienne. Ce corps de bataille constituerait également le soutien essentiel d'un gouvernement saïgonnais entièrement dévoué aux intérêts de Washington, prélude au retrait progressif des forces terrestres américaines tout en maintenant, toutefois, des forces d'aviation et d'artillerie substantielles pour fournir un appui efficace à l'armée du gouvernement.

"Cette occupation militaire américaine se perpétuerait en même temps que la vie de la population serait rendue intenable par des bombardements aériens massifs, des épandages incessants de produits chimiques et la déportation massive de la population dans les villes contrôlées par les américains et les fantoches.

"Cette urbanisation forcée, écrit Nguyen Khac Vien, dont le promoteur était **Samuel Huntington**, professeur de science politique à Harvard (*membre de la Commission Trilatérale et du CFR, inséparable en 2003 de Brzezinsky, de Francis Fukuyama - clan de Dick Cheney, de D.Rumsfeld, de P. Wolfowitz - co-administrateur du "Projet pour un nouveau siècle Américain", membre aux côtés de James Wilson du comité de bioéthique de George Bush Jr.; S.Huntington est également lié en France à Jean François Revel par l'I.H.S., l'Institut d'Histoire Sociale*), devait faire de la partie du sud Vietnam non contrôlée par les américains un désert semé de millions de cratères de bombes où

aucune végétation ne pousserait plus, où aucun oiseau ne chanterait plus, et où par conséquent les forces révolutionnaires ne pourraient plus ni prendre pieds ni renaître, tandis que des millions de ruraux, forcés de se réfugier dans les villes, désormais sans travail, ne pourraient trouver d'autres moyens de vivre que de s'engager dans l'armée et la police fantoches..." (*"Le Vietnam contemporain, l'édification des premières bases du socialisme et la lutte contre le néo-colonialisme américain"* (1954-1973), l'Harmattan, 1999)

Geoffrey Geuens écrira : "... c'est précisément en 1973 que sera créé à New York, sous l'impulsion d'Henry Kissinger, de David Rockefeller et de Zbigniew Brzezinski (ancien conseiller à la Sécurité Nationale du président Jimmy Carter), la Commission Trilatérale, laquelle est assurément aujourd'hui l'un des piliers du Nouvel Ordre Mondial.

"Afin d'étudier le rôle majeur joué par cette institution dans l'évolution des relations économiques et politiques internationales contemporaines nous nous référerons à l'analyse produite par le **CETRI** de Louvain-la-Neuve, en 1979.

"Dans cette étude, le CETRI (dirigé par le prêtre et sociologue marxiste François Houtart) s'interroge sur les fondements idéologiques présidant aux différents travaux de la Commission Trilatérale, avant de revenir dans un second temps, sur ce qui est encore considéré aujourd'hui comme le texte majeur de l'institution, en l'occurrence son ouvrage sur la "crise de la démocratie" écrit par le sociologue français Michel Crozier, le politologue américain Samuel Huntington (père de la théorie contre-insurrectionnelle, de l'urbanisation forcée et de la terreur blanche au Sud Vietnam), et l'essayiste japonais Joji Watanaki." ("La Commission Trilatérale, en découdre avec la démocratie" in "Tous pouvoirs confondus", Anvers, EPO)

Mais rappelons ce que Nguyen Khac Vien écrira du principe de la **"terreur blanche"** : "... (Il signifie) dans la zone contrôlée par les américains, intensifier la "pacification" par les ratissages incessants, l'assassinat des militants et des suspects, l'incarcération et la déportation de centaines de milliers de personnes. Les forces militaires et policières sévissant sans répit, la "terreur blanche" est poussée au maximum. **44 000 agents de pacification** spécialement formés doublent la police pour terroriser la population.

"Nixon était d'autant plus pressé d'appliquer cette politique barbare, que juste au moment où il devait commencer à retirer peu à peu les GI's, la résistance Sud Vietnamienne avait non seulement grandi sur le plan militaire, mais avait aussi gagné rapidement sur le plan politique" ("La guerre de Nixon" dans "Edification des premières bases du socialisme", Vietnam. une longue histoire, l'Harmattan, 1999)

Geoffrey Geuens expliquera : "... à l'origine le but de la Commission Trilatérale (en tant qu'un corollaire de la guerre du Vietnam) était de trouver des solutions au malaise profond que connaissaient les puissances capitalistes ainsi qu'au désaveu croissant des opinions publiques. Les premiers signes d'une récession économique s'étaient déjà fait sentir dès 1967 avant que n'éclate véritablement au grand jour la crise économique des années 1974 et 1975. Bref, la Commission Trilatérale se fixait un objectif, celui d'établir une nouvelle orientation politique pour les nations occidentales avec, en toile de fond, le rétablissement de l'hégémonie des Etats-Unis malmenée depuis l'échec de la guerre en **Indochine**, la révélation du **Watergate** ou encore celles des **interventions de la CIA** aux quatre coins du monde. Aussi, afin d'assurer la libre activité des multinationales et de garantir un processus de transnationalisation de l'économie, **Zbigniew Brzezinski** proposera essentiellement une double tactique : l'endiguement et la lutte acharnée contre le communisme en occident, à travers notamment le maintien d'un système de défense performant au coeur de l'Europe et, pour le tiers monde, la mise en place et le soutien de régimes "populistes", jugés plus économiques que l'usage systématique de la force militaire. Stratégie de contrôle plus souple mais, affirme **Alan Wolfe** dans

"Populisme interne pour des profits multinationaux" : "aussi global et expansionniste que celle de Kissinger" ("En découdre avec la démocratie").

"Cependant, dit encore G.Geuens, l'endigement du socialisme ne devait pas, selon la Commission Trilatérale, se limiter au seul "matraquage" idéologique ou à l'équilibre de la "terreur". Il s'agissait également, déjà à l'époque, d'essayer de récupérer les pays socialistes au système économique international et de s'appuyer, en l'occurrence, sur "l'action gouvernementale, nécessaire pour établir un système orienté vers le marché et aussi pour maintenir un contrôle sur les forces qui cherchent en permanence à réduire l'espace pour les forces du marché".

"Les thèses quasiment immuables présidant à l'ensemble des travaux de la Commission (Trilatérale) et répétées à longueur de publications étaient alors les suivantes :

- 1 - affirmation de la nécessaire disparition de l'autonomie des Etats,
- 2 - soumission des gouvernements des nations capitalistes aux exigences des compagnies multinationales,
- 3 - remise en cause des démocraties libérales jugées obsolètes devant les nouvelles formes de gouvernabilité,
- 4 - réorganisation éventuellement autoritaire des structures de pouvoir dans les pays capitalistes,
- 5 - développement de divers modèles de "démocratie restreinte" pour le tiers-monde,
- 6 - accusation des médias caisses de résonance des difficultés et des tensions sociales, tout mouvement prenant des proportions qui dépassent la réalité,
- 7 - accusation des médias privant les gouvernements et les autres instances d'autorité du bénéfice du temps, de la confiance et de la tolérance sans lesquels il est impossible d'innover ("*The Crisis of Democracy, Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*", Crozier, Huntington, Watanuki, NY, University Press, 1975)

"La Commission Trilatérale est présidée aux Etats-Unis par **Thomas S. Foley** (Usa), membre de la **"Nouvelle Alliance Atlantique"**, "démocrate" aux cotés de l'extrême-droite représentée par **Colin Powell, Donald Rumsfeld, Robert Zoellick, Jack Kemp** (administrateur d'Oracle, directeur du groupe Empower America, co-dirigé par Jeane Kirkpatrick), **William C. Steere Jr.** (président de Pfizer, administrateur de Texaco), **Edwige Feulner**, président d'Heritage Foundation, considérée sur l'échiquier politique américain non seulement comme la plus influente des fondations mais également comme la plus à l'extrême-droite... Citons également dans le sillage de la Trilatérale, la **"Nouvelle Initiative Atlantique"** de Washington, filiale majeure dans le dispositif d'encadrement idéologique politique tissé par les dirigeants de la Trilatérale et de Bilderberg (George Shultz, Margaret Thatcher, Helmut Schmidt, Vaclav Havel, Henry Kissinger). L'on retrouvera également dans ce mouvement le français **Pierre Lellouche**, conseiller du Figaro, ex-rédacteur du Point, de Newsweek, de l'International Herald Tribune, conseiller de J. Chirac, député UMP et ancien vice-président de la Commission de la Défense, l'Allemand **Karsten D.Voigt**, ancien président social démocrate de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN, membre d'Aspen Berlin, de RAND Europe, du CFR., **Lord Gilbert**, ancien ministre de la défense britannique et **John Major** ancien 1er ministre, **Lord Powell of Bayswater**, ancien secrétaire de Margaret Thatcher et de John Major, président de LVMH UK, administrateur de Caterpillar, J.Rothschild Name Co., ex-administrateur de National Westminster Bank, membre des conseils internationaux de Barrick Gold et Rolls Royce, membre d'Aspen Institute. (*G.Geuens, "Tous pouvoirs confondus" EPO, 2003*)

Thomas S.Foley, président de la Trilatérale USA, est également ex-porte-parole de la Chambre des Représentants, ancien ambassadeur des Etats Unis au Japon, ex-président du conseil consultatif pour le renseignement extérieur du président des Etats-Unis, membre du Council on Foreign Relations.

La présidence Europe de la Commission Trilatérale est assurée par le **Comte Otto Graf Lambsdorff** (All), membre du Parlement Allemand (1972-1998), ministre de l'économie de la RFA (1977-1984), président honoraire du FDP, ancien président de l'Internationale Libérale (1992-1994), administrateur de nombreuses compagnies dans le domaine de la banque et de l'assurance. Son vice-président, **Peter Sutherland** (IRL), est président de Goldman Sachs International, BP Amoco, administrateur ABB, Ericsson, ex-président d'Allied Irish Bank, ex-directeur général de l'OMC, ex-vice-président de la Communauté Européenne. La seconde vice-présidence Europe est assurée par **Antonio Garrigues Walker** (ESP), président de Garrigues & Anderson, président de Rolex Espagne, vice-président d'IBM Espagne, de Colgate-Palmolive Espagne. **A.Garrigues Walker** est également administrateur de Ford Espagne et conseiller spécial du Commissaire aux Réfugiés des Nations-Unies.

La présidence de la Trilatérale Asie est assurée par **Yotaro Kobayashi** (JAP) président de Fuji-Xerox et la vice-présidence par **Han-Sung-Joo** (COR) ancien ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud, et par **Shijuro Ogata** (JAP) ancien gouverneur de la Banque du Japon. (G.Geuens, "Tous pouvoirs confondus" EPO, 2003)

Le droit se retourne contre le droit 4

L'influence des Corporate Predators, pétrole-gaz, pharmacochimie, agrochimie et OGM, ayant obligé les pays pauvres à lever leurs barrières douanières, ne cesse d'être dénoncée en Inde par des chercheurs "non collaborationnistes" tels qu'**Amartya Sen** (recherche sur "l'index de la privation humaine") ou **Vandana Shiva** (combat sacré pour la vérité -satyagraha- de l'agriculture biologique).

Leur position de refus est claire devant ce que d'aucuns nomment le "**consensus de Washington**", et que Jean Ziegler définit comme "une somme d'accords informels conclus entre 1980-1990 entre les principales sociétés transcontinentales, les banques de Wall Street, la Fédéral Bank américaine et les organismes financiers internationaux nés des accords de Bretton-Woods (USA), en 1944". Il s'agissait, hier, d'assurer la reconstruction de l'Europe et un ordre mondial (FMI, Banque Mondiale...) dont les maîtres d'oeuvre seraient les Etats-Unis.

"Du temps de Mac Namara, dira Ziegler, la théorie préférée de la Banque Mondiale était celle de la "croissance". Croissance = progrès = développement = bonheur pour tous. En 1972 une vague de contestation portée par les savants du club de Rome dira : " la croissance illimitée détruit la planète". Les théoriciens de la Banque Mondiale y verront leur intérêt. Désormais la Banque parlera de "développement intégré"... Elle ne prendra plus seulement en compte la croissance du PIB des pays mais examinera aussi les conséquences produites sur d'autres secteurs. La croissance est-elle équilibrée ? Une trop rapide croissance de la consommation énergétique d'un pays ne risque t'elle pas d'affecter les réserves énergétiques de la planète ?

"Derrière Willy Brandt et Gro Harlem Brundtland l'on cherchera à aller plus loin, la Banque n'est qu'une Banque et sa conception du développement humain ne prend

toujours pas en compte l'éducation, la santé, le respect des droits de l'homme. La Banque Mondiale réagira et produira une théorie sur le "développement humain".

"Mais la Banque demeure encore une Banque. "Il ne suffit pas, diront le écologistes, d'avoir les yeux fixés sur les paramètres du développement humain pour que le développement soit humain... Il faut également prendre en compte l'environnement.

"Les idéologues de la Banque écriront donc une théorie nouvelle, celle du **"sustainable développement"** ou **"théorie du développement durable"** pour qu'enfin soit unis l'environnement et le développement humain.

"En 1993, lors de la Conférence mondiale sur les droits de la personne à Vienne, les nations du tiers-monde dirent que le FMI, la Banque mondiale étaient toujours incapables de reconnaître la vérité fondamentale des "droits économiques, sociaux et culturels". Une conviction présidait à cette révolution dit Ziegler : **un analphabète se soucie comme d'une guigne de la liberté de la presse**. Avant de se préoccuper des droits civils et politiques, donc des droits démocratiques classiques, il est indispensable de satisfaire des droits sociaux économiques, culturels.

Rappelons que si **James Wolfensohn** est actuellement le président de la Banque Mondiale (ex-président depuis 2005), il est également multimilliardaire (et c'est peut être l'une des raisons pour lesquelles J. Ziegler le surnomme "le pianiste"...des conseils d'administration et des lobbys internationaux). Ex-président du comité financier de la Fondation Rockefeller il est actuellement représentant des USA à Davos, au Council on Foreign Relations, au Groupe Bilderberg. A ses côtés l'on trouve Paul Allaire, président de Xerox, John S. Corzine, président de Goldman Sachs, Louis Gerstner, ex-président d'IBM et président aujourd'hui (2005) de Carlyle Group, Henry Kissinger, Paul Wolfowitz, ex-secrétaire à la défense de George W. Bush Jr...et nouveau président de la Banque Mondiale (2005) (G.Geuens)

"James Wolfensohn invoquera devant l'échec du "développement durable" dit Ziegler, une nouvelle théorie, celle de **"l'empowered development"** (développement économique et social contrôlé par les victimes du sous-développement) tout en avouant par les mots de son vice-président lors de la conférence de Genève prononcée en avril 2002 devant les cadres de l'ONU et de l'OMC : "l'aide au développement parviendra-t-elle jamais aux pauvres ? Personne n'en sait rien."

"A Lagos, capitale du Nigéria, grande puissance pétrolière et l'une des sociétés les plus corrompues du monde, écrit Ziegler, James Wolfensohn installera un bureau de la "good governance" (contrôle de la corruption) et filtrera "la matière de la corruption" par les "confessions" des leaders des mouvements sociaux, des ONG, des églises, des syndicats ou par celles des fonctionnaires révoltés : mises aux enchères truquées des grands chantiers de la région, dessous de table payés à des ministres par des directeurs locaux de sociétés multinationales, abus de pouvoir pratiqué par tel ou tel chef d'Etat contre rémunération sonnante et rébuchante.

"Alfredo Sfeir-Younis, premier économiste à intégrer l'environnement dans les programmes de la Banque Mondiale (surnommé par la presse genevoise "l'enjoliveur"... chilien d'origine libanaise, fils d'un ambassadeur du Chili en Syrie et au Liban, neveu du patriarche de l'église maronite) et directeur du World Bank Office (représentation de la Banque Mondiale auprès du quartier général européen de l'ONU et de l'OMC) dira : "le monde ne souffre pas tant d'un déséquilibre des richesses ou de problèmes relatifs à la production ou à la consommation... Le monde souffre du manque de gouvernance globale" (Alfredo Sfeir-Younis, Tribune de Genève, 8 juin 2000).

Autrement dit, écrit Ziegler dans son "Portrait de groupe à la Banque Mondiale" : "... la Banque Mondiale est bien une adepte de la **"Stateless Global Governance"**, ou du **Gouvernement mondial sans Etat**, de la privatisation des biens publics et des Etats, et du consensus de Washington."

"En Janvier 2000, **Joseph Stiglitz**, économiste en chef et premier vice-président de la Banque Mondiale, démissionnera en dénonçant publiquement la stratégie de privatisation à outrance et l'inefficacité des institutions de Brettons Woods (1944). Wolfensohn éprouvera tout à coup des doutes, dit Ziegler, et se posera même des questions : "... les capitaux rentrent, les crédits sortent, les barrages se construisent, donnent de l'électricité.... et partout autour les êtres humains meurent de faim. Partout dans le tiers monde la malaria revient au galop et tue un million de personnes par an, les écoles ferment, l'analphabétisme progresse, les hopitaux tombent en ruine, les patients décèdent faute de médicaments. Le sida fait des ravages..."

"Pour mieux comprendre l'échec de sa Banque, Wolfensohn invitera à sa table des militants des mouvements sociaux et établira un "Social Board" ou "département social" qui devra être consulté par tout chef de projet. Ce département aura pour tâche d'examiner et d'évaluer les conséquences humaines et sociales provoquées dans la société d'accueil par l'intervention de la Banque : construction de route, de barrage, d'une correction de fleuve, d'un port, d'un conglomérat d'usines, etc..."("Des mercenères dévoués et efficaces", Le Monde Diplomatique, octobre 2002, Jean Ziegler, rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme des Nations Unies pour le droit à l'alimentation")

Le professeur B.N. Juyal, du Gandhian Institute of Studies de Varanasi (Bénarès), écrira que la nouvelle politique économique encouragée par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale accentue les tensions entre les castes, les dalits (hors castes), les naxalites et les brahmanes, et affecte la structure sociale. La nouvelle politique du FMI et de la BM contribue à créer des pôles de résistances et, en contrepartie, renforce la réaction souvent violente, des castes supérieures.

Mathew Kayany dans "The eternally marginalized" écrit : "... avec le système de l'économie de marché et de la mondialisation, le travail (en Inde) perd de sa valeur marchande et le gouvernement perd son contrôle de l'économie en faveur des entreprises transnationales. Les dalits perdent ainsi leur ultime lien avec l'ensemble de la société..." Les brahmanes, au sommet de la hiérarchie héréditaire hindouiste, habilités par l'élite du commerce, de la finance et de la banque à entretenir un lien avec les multinationales, exerceront, de fait, un pouvoir totalitaire sur les outcasts et les exclus. Ce sera confirmé par le journaliste **V.T. Rajshekar** (dont le passeport a été retiré depuis plus de dix ans par le gouvernement indien, interdit par ex. aux conférences anti-apartheid en Afrique du Sud) dans les tribunes du **"Dalit Voices"** édité à Bangalore depuis 1981.

VT Rajshekar rappellera jusqu'aux positions peu favorables de **Gandhi** vis-à-vis de l'émancipation des noirs quand il vivait en Afrique du Sud et reprochera son association avec les brahmanes et les grandes familles de l'establishment économique et politique. VT Rajshekar n'hésitera pas à déclarer, du reste, que l'idéologie brahmanique est similaire à celle des nazis (comme l'est également l'idéologie bouddhiste mahayaniste tibétaine ou impériale du Japon, se référer à "Religion et Fascisme" du chercheur japonais Hichikawa Hakugen ou à "Le zen en guerre" de Brian Victoria), aboutissant à un racisme intérieur représenté aujourd'hui en Inde par le **Bharatya Janata Party** (BJP), en passe de devenir avec l'appui des classes moyennes, le principal parti de l'Inde. Cette analyse sera confirmée, du reste, par l'écrivaine **Arundhati Roy** dans "Assiéger l'empire"... (Le Monde Diplomatique, mars 2003)

"Sans aucun doute, écrit François Houtart (à qui nous empruntons les éléments précédents), une telle situation (indienne), comme dans le reste du monde, renforce-t-il la distance sociale en termes de classes ?

En termes relatifs, le secteur organisé de l'économie perd de l'emploi, ce qui

diminue la force des syndicats, le secteur inorganisé subit une pression économique croissante et le secteur informel des stratégies de survie est en augmentation. Les classes subalternes, globalement parlant, voient leurs revenus diminués, ce qui accroît le phénomène de pauvreté. Seules les classes élevées et une partie des classes moyennes profitent du système : l'ouverture du marché dès 1991, l'exportation, la privatisation des entreprises de l'Etat, la diminution des dépenses publiques.

Mais cette politique ne tient nullement compte des rapports sociaux caractérisant la société indienne, pas plus d'ailleurs que ceux qui s'établissent avec les puissances économiques extérieures. Cela affecte la structure sociale de l'Inde, provoquant l'enrichissement d'une minorité et l'appauvrissement des petits paysans et artisans, de même que l'accélération de l'exode rural. Il s'agit d'une conséquence inévitable que les programmes de lutte contre la pauvreté du FMI, de l'OMC ou de la Banque Mondiale ne pourront guère contrecarrer.

"L'analphabétisme social des grands organismes internationaux est tel qu'ils ne peuvent s'extraire du cercle vicieux de leur discours économiciste.

"On assiste ainsi en Inde à une reprise des conflits de castes à un moment où les politiques néo-libérales semblent renforcer une structure de classes, déjà formées par la colonisation anglaise et au cours des cinquante années d'indépendance.

"Durant ce premier demi-siècle, le régime basé sur la "construction nationale" (nation building), nationalisa une grande partie des industries de base (les moins rentables), favorisa le capital national (par des mesures protectionnistes) et répondit à la pression populaire en organisant l'éducation (les écoles primaires furent multipliées par trois après 1951) et la santé publique, de même qu'en subsidiant une partie des aliments de base et en établissant des quotas dans les emplois publics pour les castes et tribus du bas de l'échelle sociale (**scheduled casts ou tribes**).

"Une partie de ces mesures était destinée à favoriser une population urbaine, permettant ainsi de maintenir des bas salaires pour le développement d'une industrie locale produisant surtout des biens de consommation pour les 15% à 20% des citoyens formant un marché rentable. Toutefois (...) si le populisme de la bourgeoisie indienne eut des résultats bénéfiques pour une partie de la population, ils furent relatifs puisqu'aujourd'hui la moitié de la population indienne vit encore en dessous du niveau de pauvreté.

"G.Parthasarathi montre, pour répondre à la vague des orientations néo-libérales sous la pressions des lobbys multinationaux, que l'ouverture aux investissements étrangers n'a pas d'effets positifs sur l'emploi dans le secteur organisé de l'économie. Depuis 1980 ce dernier n'a pas augmenté. Quant au secteur informel, il aurait perdu 500 000 à 800 000 postes de travail depuis la mise en route du Programme d'Ajustement Structurel. Les raisons : les investissements nouveaux utilisent des technologies importées à haute composante en capitale; la main d'oeuvre non qualifiée est réduite et les travailleurs qualifiés sont recrutés dans le secteur inorganisé.

"Par ailleurs, l'augmentation du prix des matières locales, à cause d'une politique d'exportation, affecte en premier lieu le secteur non organisé dont les fournitures de base dépendent du secteur organisé. Ainsi des centaines de petits ateliers doivent fermer, entraînant en **Andhra Pradesh** des situations de misère, allant jusqu'à la famine et la mort. Le gouvernement n'est plus autorisé à agir sur les prix, ni de protéger le marché et il doit réduire ses dépenses.

"Sur le plan rural, la levée des mesures de protections (subsidies

alimentaires et aux entrants dans la production agricole quotas d'emploi pour les castes et tribus inférieures) affecte ceux qui sont au plus bas de l'échelle sociale. La libéralisation du marché foncier a pour résultat l'éviction de milliers de petits paysans qui deviennent des ouvriers agricoles occasionnels, aux revenus tout à fait aléatoires. Notons encore que l'exportation des produits agricoles résultant en une augmentation des prix intérieurs, à laquelle s'ajoute la diminution des subsides, a pour effet d'augmenter les revenus des grands producteurs, alors que le salaire réel des ouvriers agricoles diminue et que la tendance aux migrations vers les villes augmente...

"Depuis une vingtaine d'années l'on connaît une véritable explosion des mouvements Dalits, souvent peu organisés, mais tous affirmants l'identité des hors castes. En 1990 l'Indian Social Institute de Delhi, en dénombrait plus de 5000... Le fait de se nommer Dalits, c'est-à-dire les opprimés et de développer par ce moyen une conscience fière, est un fait nouveau dans l'histoire sociale de l'Inde.

L'hégémonie brahmanique intégrera à ce point les "chandalas" (*ou candalas bouddhistes "mauvaises gens" que l'on retrouve aujourd'hui encore sous cette forme discriminante dans de nombreux textes du mahayana au Japon, au Tibet, en Chine, aux USA et en Europe*) que ces derniers définiront leurs comportements sociaux dans ces termes tout en développant un mépris mutuel les uns pour les autres.

En 1932, Gandhi les appela harijans, enfants de Dieu, reprenant un ancien terme utilisé pour nommer ceux qui naissaient des amours interdits entre les danseuses et les brahmanes et dont on attribuait la naissance aux divinités." (*"Inde : le FMI, les réformes économiques et les Dalits, F.Houtart, CETRI*)*

Le droit se retourne contre le droit 5

Cette misère économique associée à la misère juridique sera combattue sous les bannières de la révolte sociale et du militantisme d'**Ambedkar** dans la région du Maharashtra (Bombay) et d'**E.V. Ramaswamy Naicker**, leader politique des basses castes en pays Tamoul (Madras), chef d'un puissant mouvement anti-brahmane, anti-travail forcé et anti-capitaliste.

L'idéologie politique révolutionnaire (inachevée encore, selon nous) de ces deux pédagogues s'attaque également au fondement religieux des inégalités sociales et raciales autant qu'au fondement des inégalités dûes au capitalisme industriel en Inde au début du XXème siècle.

Ce coup de force, toujours inspirant, s'appuiera sur le détachement définitif d'avec les modèles religieux pré-pensés ou pré-établis de pénitence par le travail forcé dans un contexte de reconnaissance et de gratitude.

La souffrance des plus démunis ou leurs difficultés dans la vie (selon une vision hindouiste ou bouddhiste) est toujours en Inde, et en occident maintenant, le reflet impartial de vos crimes et délits commis durant les innombrables vies passées (karma).

Ces crimes détermineraient richesse ou misère, pouvoir, liberté, facultés cognitives ou bêtise, ou encore légitimeraient la servilité ou la liberté conditionnelle par le travail obligatoire.

Ainsi, la loi du talion-business (*métaphore du bon karma capitaliste punissant les pauvres à l'aune de leurs crimes*) liée à la casuistique médiévale (*cautionnant le miracle des belles naissances consigné dans les écritures saintes, sutra, tantra, véda, pagavad*)

se marie à la perfection à l'idéologie libérale autoritaire et dominatrice unissant le sommet des hiérarchies monétaires et divines des corporate predators (pour un maître hindouiste ou bouddhiste un président de multinationale est irrévocablement un dieu ou une déesse) à la pénitence des masses par le travail obligatoire...

"La paix mondiale par le commerce mondial" dira autrement Thomas J.Watson, président d'IBM (New York) en 1940.

"....Les revenus que rapportera à IBM le IIIème Reich, son plus important client, écrira le trait salubre Edwin Black dans IBM et l'Holocauste, augmentaient si rapidement que J.W. Schotte (président IBM-Europe, Genève) affirmait ne pas encore disposer des chiffres : "Nous n'avons pas de détails concernant l'Allemagne, mais nous savons que le ministère de la Guerre fait un important usage d'équipements mécanographiques (Hollerith D 11 de chez Dehomag "entreprise arianisée" et filiale allemande d'IBM, tabulatrices alphabétiques pour les recensements ethniques des populations - juives en particulier, duplicatrices, perforatrices, trieuses...)". Il ajoutait que les besoins de ce pays avaient été si importants dans les mois qui avaient précédé et suivi l'invasion de la Pologne que le Reich avait décidé de réquisitionner des machines. De fait, le Maschinelles Berichtswesen (service mécanographique de l'armée allemande modernisé par IBM pour le recensement du personnel militaire) exerçait depuis 1937 une autorité absolue sur les activités mécanographiques. (*"Rapport confidentiel sur nos négociations avec les ministres européens de la Guerre", J.W.Schotte à L.H. La Motte, printemps 1941, Department of Justice, War Division, Economic Warfare Division, NArg60, Ed.Black*)

Notons, au titre de la collaboration avec le système militaire nazi, le cas de l'imprimerie IBM située au 6 Rymarska de Varsovie, 1940... "Lorsqu'on mura le ghetto de Varsovie, le tracé définitif coupait la rue Rymarska; un contournement en forme de U ouvert évitait curieusement les imprimeries. Les numéros 1 à 5 et 11 à 20 se retrouvèrent à l'intérieur du ghetto. Le numéro 6 et quelques autres restèrent à l'extérieur. C'est ainsi que l'essentiel des travaux d'imprimerie se poursuivait comme si de rien n'était (...)" (*H.B. Fellingner, memorandum du 19 juillet 1945, lettre et photo jointe Zydzowski Instytut Historyczny (Jewish Historical Institute) 14 juillet 2000 et carte n°4 dans Abraham Lewin "A Cup of Tears : A Diary of the Warsaw Ghetto", (Oxford, Basil Blackwell) "La Pologne n'était pas l'unique cible des enquêtes statistiques du Reich. On ouvrit à Prague un Bureau de la statistique pour le protectorat de Bohême-Moravie en 1939. On inaugura également des services d'information en Haute-Silésie et dans la région de la Warta, dont IBM avait cédé le territoire à (sa filiale) Dehomag. (Aly et Roth, p 10-11; Trunk, p 259,286, IBM et l'Holocauste, Ed. Black*)

"Après l'invasion (de la Pologne), (Reinhard) Heydrich adressa un télégramme à ses forces en Pologne, en Haute-Silésie et en Tchécoslovaquie. Il y expliquait qu'un nouveau recensement prévu pour le 17 décembre 1939 permettrait de passer de l'étape de l'identification et du catalogage à celles de la déportation et de l'exécution. La population concernée devait être promptement transférée vers les ghettos dans l'attente de l'étape suivante" (*Aly et Roth, p 10-11, IBM et l'Holocauste*)

"Ce mémorandum de **(Reinhard) Heydrich**, "le bourreau de Prague" (chef du service de sécurité du Reich), intitulé "Evacuation des nouvelles provinces de l'Est", décrétait : "L'évacuation des polonais et des juifs des nouvelles provinces de l'Est sera effectuée par la Police de sécurité (...) L'évacuation se fondera sur les documents du recensement. Tous les habitants des nouvelles provinces en possèdent un exemplaire. Le formulaire de recensement constitue la carte d'identité provisoire qui vaut autorisation de séjour (...) Sans ce document, c'était l'exécution. Avec, c'était la déportation. La filiale allemande

d'IBM ne chôma pas pendant le mois de décembre - et les bénéfiques furent en conséquence. Dans toute l'Allemagne et dans les territoires occupés, la Dehomag faisait des pieds et des mains pour ne pas se laisser dépasser par les innombrables programmes de recensement et d'enregistrement, par les analyses démographiques ou les opérations immobilières (spoliations) et militaires. Partout on faisait appel à son équipement, à ses services de réparation et de traitement des cartes. Chaque semaine, il fallait imprimer plusieurs millions de cartes pour répondre à la demande". (C.VII "Mortel dénombrement", IBM et l'Holocauste, Edwin Black, R. Laffont, 2001)

"Le 9 juin 1939 (alors que les troupes allemandes sont une menace pour le Danemark, la Pologne, la Hongrie, le Luxembourg, la Belgique, la Hollande, la France, l'Angleterre) le président Watson d'IBM mondial, à l'occasion de la préparation du congrès de la Chambre de Commerce Internationale à Copenhague - CCI dont Watson est également le président, adressera une lettre au président Roosevelt dans l'espoir qu'il lui adresserait son habituelle lettre de soutien (...) Watson avait l'intention de profiter de cette réunion pour lancer un appel vibrant en faveur de la livraison de matières premières à l'Allemagne. (...) Cette déclaration en faveur de l'Axe dépassa tout ce que le Département d'Etat aurait pu imaginer.

Il se fit l'avocat d'une résolution qui aurait permis aux grands industriels de l'Axe et des pays Alliés de supplanter leurs gouvernements pour négocier une politique commerciale inédite, destinée à satisfaire les exigences des puissances de l'Axe qui convoitaient les matières premières des autres pays. Les chefs d'entreprises étaient censés faire pression sur les conseillers économiques de leurs gouvernements respectifs pour les inciter à adopter ces mesures d'apaisement et éviter la guerre. Watson ignorait-il vraiment que les puissances de l'Axe n'avaient besoin de ces matières premières que dans le seul dessein de faire la guerre ? (...) Watson écrira au président Roosevelt : "Vous noterez que cette résolution n'envisage pas la tenue d'une conférence politique", soulignant le caractère non gouvernemental de la démarche".

"Le président Roosevelt répondra : "Cher Monsieur Watson, j'ai reçu votre lettre du 5 juillet 1939 concernant la réunion du dixième congrès de la Chambre de Commerce Internationale et je l'ai lue avec intérêt. Je note que vous désirez évoquer personnellement avec moi certains éléments de cette réunion et me transmettre un message personnel de Sa Majesté le roi Christian X. Je serai heureux de vous voir à votre retour dans ce pays....". (Lettres de Thomas J. Watson à Franklin D. Roosevelt, 9 juin 1939, NA Rg 59...399, 5 juillet 1939, NArg 59...402, Lettre de Franklin D. Roosevelt : "Note au Département d'Etat pour la préparation d'une réponse signée de moi", 15 juillet 1939, du conseiller du Département d'Etat aux Relations Politiques, Division of International Conférences et Division of European Affairs)

"Au moment même ou Watson s'efforçait d'obtenir davantage de matière premières pour l'Allemagne, cette dernière pillait ouvertement les territoires qu'elle avait envahis. Quelques jours plus tôt, le 2 juin, le New York Times avait publié un long article intitulé "La terreur nazie racontée par Benes", inspiré d'un message radiophonique international du président tchèque en exil en appelant à la résistance contre les nazis. Dans cet article, Benes relatait par le menu le pillage systématique des ressources tchèques auquel se livrait le Reich depuis l'invasion du 15 mars 1939. Le journal précisait que l'Allemagne "avait pillé et transporté en Allemagne des possessions tchécoslovaques pour une valeur supérieure à 35 milliards de couronnes (1,2 milliards de dollars)" ("Terrors of Nazis Related by Benes", New York Times du 3 juin 1939; Shirer p.448; in IBM et l'Holocauste, Edwin Black, 2001)

Le droit se retourne contre le droit 6

"Tandis qu'Amartya Sen, prix nobel indien d'économie en 1998, travaille pour le compte de la Banque Asiatique de Développement à un "index de la privation humaine" (*l'intégration de la misère dans les nouveaux modèles mathématiques de l'économie progressiste que refuse toujours d'honorer comme une avancée le FMI ou la Banque Mondiale*), Vandana Shiva, prix nobel alternatif en 1995, déclare : "pour autant que j'en sache, bien avant même que les promesses en matière d'ingénierie génétique n'aient été tenues, la monopolisation de la biodiversité mondiale aura généré une telle richesse - en nous le présentant comme une innovation technologique très sophistiquée - que personne ne réalisera que les "TRIPs", une des règles de commerce de l'OMC, sont la base de cette nouvelle richesse.

Les TRIPs pour "Trade Related (aspects) of Intellectual Property (rights agreement)" concernent en fait la propriété intellectuelle et protègent pendant 20 ans les brevets. Ils auront été conclus en 1995 dans le cadre de l'OMC... Ils nourriront dans un contexte de délinquance financière un nouveau marché du crime convoité par les corporate predators (émission illégale d'actions, fixation illégale des prix, spéculation et concurrence criminelles, corruption de fonctionnaires, délit d'initié, OPA criminelles, etc....) "Les multinationales, écrira Vandana Shiva, les auront imposé aux habitants du monde par la manipulation des gouvernements des pays industriels. Les grandes lignes de l'accord de 1995 ont été tracées par trois clubs :

- (1) *l'Intellectual Property Committee (IPC), aux Etats Unis,*
- (2) *le Keidanren au Japon,*
- (3) *l'UNICE en Europe.*

"Le premier, l'IPC, est le fruit de la coalition de treize grandes firmes nord-américaines déterminées à obtenir la protection des DPI (droits de la propriété intellectuelle) dans le GATT; elle a réuni Bristol Myers, DuPont, General Electric, General Motors, Hewlett Packard, IBM, Johnson and Johnson, Merck, Monsanto, Pfizer, Rockwell and Warner".

1 - **Bristol Myers** est présidé par Charles A.Heimbold (*qui est aussi administrateur d'Exxon Mobil présidé par Lee R.Raymond, administrateur de JP Morgan Chase & Co*) et compte parmi ses administrateurs **Vance D.Coffman** qui est aussi président de Lockheed Martin, **Louis Sullivan**, administrateur de General Motors, ex-secrétaire à la santé de George Bush Sr.

2 - **DuPont** compte parmi ses administrateurs **Charles Vest**, président du M.I.T., membre du comité consultatif du président des Etats-Unis sur la Science et la Technologie, vice-président du conseil de la compétitivité aux Etats-Unis, Richard "Dick" Brown, membre du comité consultatif du président des Etats-Unis sur les Négociations Politiques et Commerciales, membre du comité consultatif du président des Etats-Unis sur la Sécurité Nationale et les Télécommunications, président d'EDS, anciennement de Cable & Wireless et administrateur de Vivendi.

Le Président de DuPont, **Charles Holliday Jr.** est également membre du conseil consultatif national sur les infrastructures du président George Bush Jr.

3 - **General Electric** est présidé par **Jeffrey R. Immelt** qui compte parmi ses administrateurs **Douglas Warner III**, président de JP Morgan Chase, de The Chase Manhattan Bank, **Paolo Fresco** président de FIAT (qui compte parmi ses administrateurs Renatto Ruggiero, ex-directeur général de l'OMC), **Claudio X.Gonzales**, ex-conseiller spécial du président du Mexique, **Francis Blake**, actuel vice-secrétaire à l'Energie de George Bush Jr.

4 - **General Motors** est présidé par **John F. Smith Jr**, administrateur de Hughes Electronic, de Procter & Gamble et compte parmi ses administrateurs : **Karen-Katen**, vice présidente exécutive de Pfizer, **Nobuyuki Idei**, président de Sony, administrateur de Nestlé, **Andrew Card**, chef du staff de la Maison Blanche, ex-secrétaire aux Transports de George Bush Sr.

5 - **Hewlett Packard** comptera parmi ses administrateurs **Philip M. Condit**, président de Boeing (dont l'un des administrateurs Lewis Platt aura été président d'Helwett Packard), **Sam Ginn**, ex-président de Vodafone Airtouch, administrateur de Microsoft et de Chevron.

Helwett Packard est présidé par **Madame Carleton "Carly" Fiorina**, qui est également administratrice de Cisco System et anciennement de Kellogg puis de Merck and Co.

6 - **IBM** compte parmi ses administrateurs **Charles M.Vest**, membre du comité d'avis du président des Etats-Unis sur la Science et la Technologie, vice-président du Conseil de la Compétitivité, **Lo C.van Wachem**, président de Philips, ex-président de Royal Dutch Shell, actuel président du conseil de Royal Dutch Petroleum, membre du conseil d'Azko Nobel, de BMW, de Bayer, d'Atco, **Jurgen Dormann**, président d'Aventis, **Charles Knight**, président d' Emerson Electric, **Minoru Makihara**, président de Mitsubishi, **Lucio Noto**, ex-vice-président d'Exxon-Mobil, Alex Trotman, ex-président de Ford Motor.

IBM sera présidé par **Louis Gerstner jusqu'en 2005**.

7 - **Johnson and Johnson** compte parmi ses administrateurs **Henry B. Schacht**, président d'Alcoa, administrateur de The New York Times Company (*aux cotés de William E. Kennard directeur de Carlyle Group, ex-président de la Commission Fédérale des Communications (FCC) présidée aujourd'hui par Michael K. Powell, fils de l'actuel Secrétaire-d'Etat Américain Colin Powell, ancien Commandant en chef de l'Armée US pendant la guerre du Golfe. La directrice de la FCC est Marsha J. MacBride, ancienne vice-présidente de Walt Disney*). **H.B. Schacht**, de Johnson & Johnson, est également président de Chase Manhattan Corporation, de The Chase Manhattan Bank (groupe Rockefeller).

L'actuel secrétaire au Trésor de George Bush Jr. **John Snow** est également administrateur de Johnson & Johnson, de Verizon (*présidé par Charles R. Lee, administrateur de Marathon Oil, membre du conseil consultatif sur la Sécurité Nationale en matière de Télécoms du Président George Bush Jr.*) et d'US Steel.

Le vice-président de Johnson & Johnson est **Robert N. Wilson**, administrateur d'Amerada Hess (de John Hess) aux côtés de **Nicholas F.Brady**, ex-secrétaire au Trésor US, ex-président de Dillon, Read & Co et de **Edith E. Holiday**, ex-secrétaire du cabinet du président des Etats-Unis, ex-conseillère générale au département du Trésor.

8 - **Merck** compte parmi ses administrateurs **Niall FitzGerald**, président d'Unilever (*qui compte pour administrateur Lord Simon of Highbury, ex-administrateur de Bank of England et conseiller personnel de Tony Blair*) ; **Carleton "Carly" Fiorina**, présidente Hewlett Packard.

Merck est présidé par **Raymond V.Gilmartin** administrateur de Microsoft, de General Mills. Sont également présents aux côtés de R.V. Gilmartin, **William Harrison**, président de JP Morgan & Co, **Dennis Weatherstone**, ex-président de JP Morgan & Co et **Lawrence Bossidy**, ex-président d'Honeywell International et administrateur de JP Morgan Chase & Co....

9 - **Monsanto** ([2](#)) [news & media](#) ...

Clarence Thomas, l'un des avocats historiques de Monsanto sera nommé à la **Cour Suprême des Etats Unis** par George Bush Jr. L'actuelle directrice de Monsanto-France, **Armelle de Kerros** est une ancienne de la Compagnie Générale

des Matières Atomiques Cogema (*présidée par Anne Lauvergeon, présidente d'AREVA France, ex-secrétaire-générale-adjointe de François Mitterand, ancienne Sherpa du Président Mitterand pour l'organisation du sommet G7, la Cogema est co-administré par Thierry Desmaret président de TotalFinaElf, Euan Baird, président de Rolls-Royce France, conseiller du 1er ministre Jospin, Patrick Buffet, conseiller du Président Mitterand, Gaishi Hiraiwa, président de la fédération Japonaise des organisations commerciales*); Monsanto a fusionné avec Pharmacia & Upjohn qui est présidé par **Robert B. Horsch** connu pour être un défenseur du développement durable.

10 - **Pfizer** est présidé par **William C. Steere Jr.** administrateur de l'United States Council for International Business (*USCIB équivalent de l'UNICE Européen et regroupe plusieurs associations patronales et plus de 300 multinationales*)

Pfizer est également administré par **Franklin D. Raines**, membre du cabinet du président Clinton (1996-1998), ex-directeur associé au Budget des Etats-Unis, assistant-directeur au cabinet de la Maison Blanche (1977-1979), président de "Fannie Mae"; **William H.Gray III**, ex-président du comité du Budget américain; **Constance J. Horner**, ex-assistante du président Bush Sr., ex-directrice du personnel de la Maison Blanche, ex-vice- secrétaire du département US de la Santé et des Services Humains; **William R.Howell**, administrateur d'Exxon Mobil, d'Halliburton (*présidé par Richard "Dick" Cheney, vice-président des Etats-Unis et Lawrence S.Eagleburger, secrétaire d'Etat des Etats-Unis (1992-1993).*)

Sites et Références

- 1) Terra : Le Mouvement des Paysans Sans Terre [Le Mouvement des Sans Terre](#)
- 2) Bernard Champion : [Le Rituel et le Matériel](#)
- 3) Nations Unies : [Charte des Nations Unies](#), Haut-Commissariat aux droits de l'homme : [Les documents des Nations Unies sur les droits de l'homme](#)
- 4) L'aut'Journal sur le Web : [Jacques Larue-Langlois 1934-2001](#)
- 5) Oil Company Histories : [A Brief History Of Major Oil Companies In The Gulf Region](#)
- 6) Fiche technique - Le FMI : [Fonds Monétaire International](#) , FMI La preuve par l'Ethiopie : [La mondialisation en oeuvre par J. E. Stiglitz](#) Le Monde Diplomatique
- 7) Fiche technique - OCDE : [Organisation de coopération et de développement économiques](#) - OCDE : [L'Observateur](#) - L'Ecole démocratique : OCDE: [la pénurie de profs touche bon nombre de pays](#)
- 8) Fiche technique - OMC : [L'Organisation mondiale du commerce](#) - Terre d'Escale : [Faire dérailler l'OMC](#) - Terre d'Escale, en image : [Jenine, après le déluge](#)
- 9) Fiche technique - Banque Mondiale : [L'international sur internet](#) - Attac Wallonie - Bruxelles : [Le trio infernal Banque Mondiale/ FMI / OMC](#) - Le Monde Diplomatique : [Portraits groupe à la Banque Mondiale par Jean Ziegler](#)
- 10) Jean Ziegler, "Les nouveaux Maîtres du monde" : [Courrier international](#) - Le Monde, International ["Jean Ziegler dénoncé par Israël et désavoué par l'ONU"](#)
- 11) L'Ecole démocratique, G. Geuens : [Médias, finance et politique, des liaisons dangereuses](#) - [Aden n°68](#) - ouvrir mon quotidien : [Nul n'est prophète devant le journal quotidien \(pdf\)](#)
- 12) Alternative Sud (CETRI) : [Les dessous de l'ALCA](#)
- 13) CRDI Explore : [Point de vue : Vandana Shiva](#) - SOS Planet Earth : [La Fondation Gaïa, The Research Foundation for Science, Technology and Ecology](#) - transfert.net : [Inde, Une ONG contre la multinationale DuPont](#) - Larzac 2003 : [Présentation des Forums](#)
- 14) The Jerusalem Post Newspaper : [IBM's solutions for the Holocaust in Poland by E. Black](#) - History News Network : [IBM : And that's How the Train Ran on Time by E. Black](#) - CNET News.com : [Selling technology to the Nazis by E. Black](#)

::: la fin du chapitre 3 (1) ::: :: [chapitre 3 \(2\)](#)

:: [top](#) **Ni bonze, ni laïc**

